



Tuerie

Douleur et incompréhension autour des quatre policiers abattus
pages B1 et B4

La Tribune

96^e année, no 12

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

www.cyberpresse.ca

Cabico vire ses 230 employés

Plusieurs devraient trouver refuge dans d'autres usines de l'entreprise

Jean-François Gagnon
MAGOG

d'une assemblée spéciale à Coaticook, qu'ils étaient licenciés.

cenciés et leur famille», a fait savoir hier, par voie de communiqué, le président de l'entreprise, Alain Ouzilleau.

Coaticook.

Cela dit, il a été impossible de savoir combien de travailleurs seront repêchés par ces trois usines, qui accueilleront une partie de la production normalement réalisée à Ways Mills.

Voir Cabico vire en page A3

Les 230 travailleurs des deux usines du Groupe Cabico incendiées plus tôt cette semaine ont appris officiellement hier après-midi, à l'occasion

«Il s'agit d'une situation très difficile pour le Groupe Cabico, mais qui est essentielle au maintien de la viabilité financière de l'entreprise. Nous regrettons vivement les conséquences que cette situation peut avoir sur nos employés li-

Toutefois, tout n'est pas perdu à court terme pour ces travailleurs, car plusieurs d'entre eux seront prochainement réembauchés par le Groupe Cabico pour oeuvrer dans une de ses trois usines de

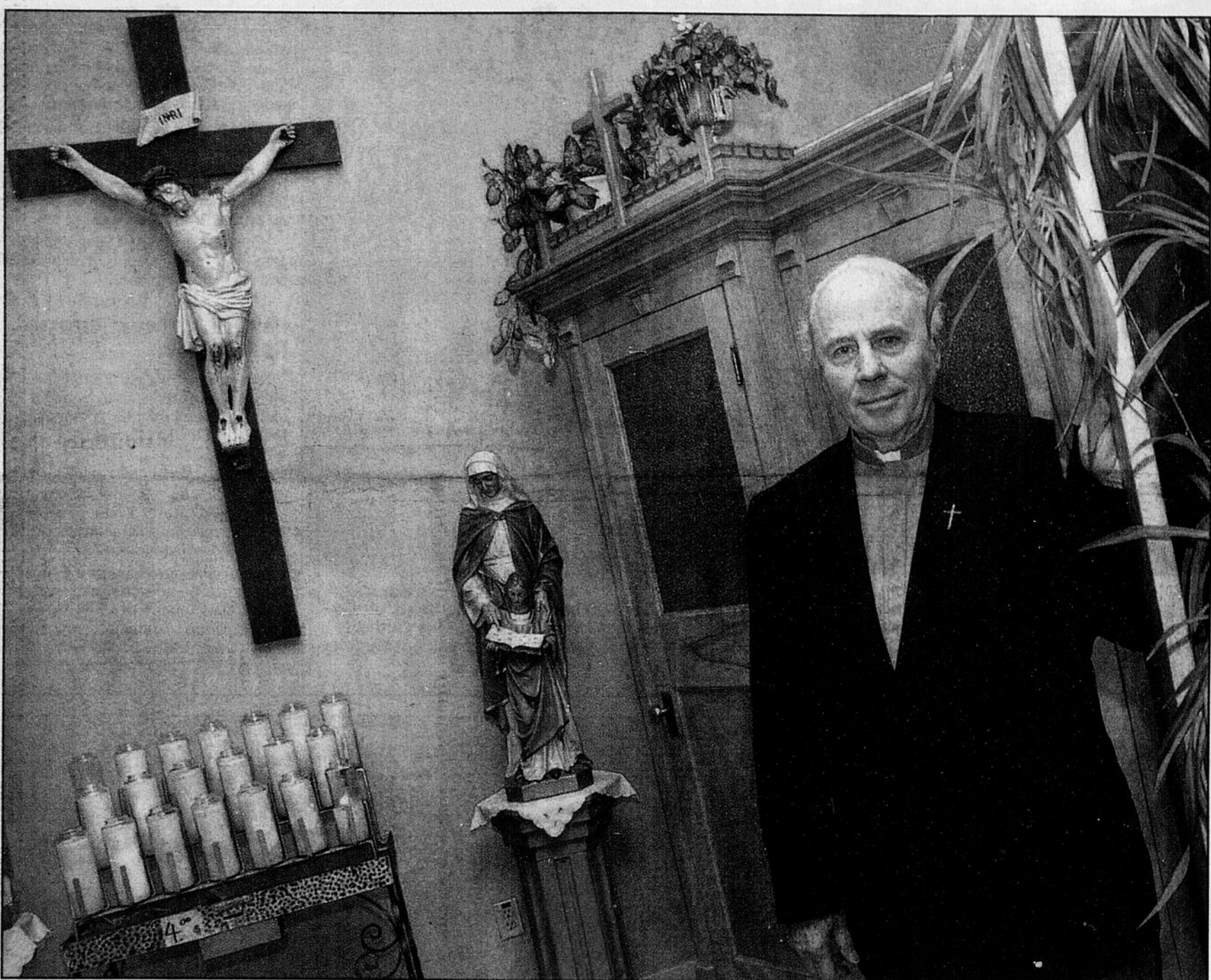


Arts

France D'Amour fait le bilan de belles rencontres

page F1

Retour à la confession individuelle



Imacom, Jessica Garneau

Le diocèse de Sherbrooke vit depuis plusieurs semaines déjà le retour à la confession individuelle tel que demandé par Rome. Un retour en arrière qui n'est pas sans heurt et sans grincement de dents. Parmi les plus réfractaires à cette mesure, le curé de la paroisse Saint-Denis-de-Brompton, Claude Labrecque (ci-dessus), estime que «des gens vont maintenant éviter le sacrement du pardon à cause de cela».

Un dossier de Gilles Fisette à lire en A6 et A7



Sports

Les filles du Vert & Or affronteront l'équipe surprise en finale

pages D1 et D3

Garderies: comprendre la différence



Jean-François Gagnon
jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca
MAGOG

C'est bien connu, les parents souhaitent le meilleur pour leurs enfants. Or, parmi les premiers choix importants qu'ils feront pour eux, il y a celui d'un endroit approprié où passer les journées lorsque papa et maman sont au travail. Garderie privée, centre de la



férences bien réelles qui existent entre les milieux proposés alors que des choix véritables s'offrent aux parents.

Un choix éclairé s'impose surtout qu'en bout de ligne, dans le réseau des services de garde subventionnés, tous paient un montant identique, soit sept dollars par jour, et que tous les parents sont soumis à la même grille d'imposition.

La Tribune amorce aujourd'hui la publication d'une série d'articles qui devrait permettre au lecteur de comparer les avantages et inconvénients des services de garde en milieu familial à ceux des installations de CPE.

petite enfance ou service de garde en milieu familial: lequel choisir?

Aussi délicate que soit cette question, rares sont les parents qui ont véritablement l'occasion de choisir le milieu qu'ils jugent le plus approprié pour leurs enfants. Au cours des dernières années, les places en garderies se sont faites tellement rares que nombre de parents ont adopté un service de garde davantage en fonction des places disponibles.

Mais aujourd'hui, alors que s'achève la phase intensive de développement du réseau des centres de la petite enfance et des services de garde en milieu familial, il devient opportun de connaître les dif-

À lire en A12 et A13



Affaires

Le «vieux couple» de l'électroménager se sépare

page A3

Suprem Automobile
Large gamme de 4 roues motrices intégrales - (819) 821-9272

Météo
Ensoleillé Max.: -3 Min.: -14
Lever du soleil: 6h17 Coucher: 17h39

Index
Ann.Class.....C1 Loterie.....A11
Arts.....F1 Météo.....C7
Décès.....D9 Mots croisés..D7
Éphémérides..D9 Opinions.....A14
Horoscope.....D8 Sports.....D1
Le monde.....B2 Tourisme.....G1

Pensez à votre sécurité, oubliez les mini sous-compactes

Seulement **198\$** /mois

La Civic la plus sécuritaire! Cote de sécurité 5 étoiles

TOUT COMPRIS AUCUNE MISE DE FOND INITIALE

Honda Sherbrooke Honda
2615, rue King Ouest 566-3922
www.sherbrookehonda.com

Vous donnez. Nous planifions.

Votre planification financière ou successorale peut inclure un don planifié à la Fondation du CHUS. Ainsi, votre geste du cœur accomplira de grandes choses!

FORCE FINANCIERE EXCEL


Cabinet de services financiers et de planification financière

3000, rue King Ouest, bureau 200
Sherbrooke (Québec) J1L 1Y7
Tél. : (819) 566-7070
excel@groupeexcel.com

Mon clin d'oeil
Stéphane Laporte

«On va pouvoir recommencer à faire du bruit en mangeant.»

-les détenus du pénitencier où était Martha Stewart



À LIRE LUNDI

Mérite estrien:
Claude Péloquin,
un grand bénévole
dans l'ombre



La Tribune

Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.
Édité et imprimé au
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE Louise Boisvert	DIRECTEUR FINANCES ET ADMINISTRATION Pierre Vallée
RÉDACTION (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	PUBLICITÉ (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier	DIRECTRICE Suzanne-Marie Landry ADJOINTS Alain LeClerc Christian Malo
DIRECTEUR DE L'INFORMATION André Larocque	ANNONCES CLASSÉES (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482 Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau	ABONNEMENT ET TIRAGE (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955
PRODUCTION ET INFORMATIQUE DIRECTEUR René Béliveau ADJOINTS André Roberge Steeve Rancourt Stéphane Garant	DIRECTEUR André Custeau ADJOINT Serge Nadeau

Le Maxi & Cie ouvre ses portes

En plus d'y faire leur épicerie, les clients pourront y acheter des produits électroniques

Geneviève Simard-Tozzi
genevieve.simard-tozzi@latribune.qc.ca
SHERBROOKE



Les portes du tout nouveau Maxi & Cie du 3025 boulevard de Portland étaient à peine ouvertes que déjà des dizaines de clients affluaient à l'intérieur. Les consommateurs n'ont pas attendu l'inauguration et la coupe du ruban qui s'est faite hier matin pour remplir leurs paniers qui avec des fruits et légumes, qui avec un téléviseur, qui avec des livres et des jouets.

En effet, ce Maxi & Cie, le plus grand au Québec avec ses 89 000 pieds carrés, ne propose pas seulement des produits alimentaires dont on charge habituellement le panier d'épicerie, mais aussi des produits électroniques, des vêtements pour enfants, des articles ménagers, des objets décoratifs, alouette! En tout, quelque 40 % des produits en magasin ne sont pas alimentaires.

La réalisation de ce 13e Maxi & Cie au Québec a demandé un investissement de 18,5 millions de dollars de la part de Provigo inc. Il procure de l'emploi à 180 personnes dont 89 nouveaux employés qui ne travaillaient pas déjà au Maxi situé tout près et qui a fermé ses portes jeudi soir.



La coupe du ruban a officialisé la grande ouverture du Maxi & Cie sis au 3025 boulevard de Portland. Le directeur de groupe chez Maxi, Guy St-Pierre, le pharmacien John Gagné, le député bloquiste Serge Cardin, le directeur du magasin, Stéphane Tremblay, le conseiller municipal Francis Gagnon et le vice-président exploitation pour Maxi, André Fortier, se sont prêtés au jeu.

pour faire lever le pain. Tout est standardisé pour offrir aux clients «le panier d'alimentation le moins cher, grâce à des bas prix jour après jour», mais aussi une assurance que tout soit hygiénique.

Certains îlots proposent toutefois des produits régionaux. C'est le cas dans le pain ou dans le fromage en grains par exemple. Les clients du Maxi & Cie de Sherbrooke peuvent aussi bénéficier d'une nouveauté: une section qui offre des produits biologiques, particulièrement des fruits et des légumes.

Une pharmacie affiliée à la bannière Centre Santé a aussi ouvert ses portes à l'intérieur du magasin. Des services infirmiers sur rendez-vous et un service de livraison seront offerts par le personnel du propriétaire John Gagné.

Le premier Maxi & Cie a vu le jour en 1995 à Montréal. Depuis, il en pousse un peu partout en province.

Pas de Maxi aux Terrasses Rock Forest

Provigo inc. n'a pas l'intention d'établir un supermarché de la bannière Maxi dans le nouveau centre commercial qui remplacera les Terrasses Rock Forest.

Les plans fournis par la compagnie Zavéco, propriétaire des Terrasses, montrent qu'un immense bâtiment sera construit en face de l'actuel Provigo. Ce ne sera vraisemblablement pas un Maxi qui y tiendra pignon sur rue.

«Nous sommes toujours à évaluer des hypothèses et nous ne pouvons jamais dire jamais, mais nous n'avons pas de projets là-bas», soutient Josée Bédard, directrice principale des Affaires corporatives chez Provigo inc.

Standard

Il ne faut pas chercher le boucher ou le pâtissier sur place, même l'employé de la boulangerie n'a qu'un bouton à presser

Quand JEUNESSE s'en mêle

Contre la grève!

Evelyne Leblanc
evelyne.leblanc@latribune.qc.ca
SHERBROOKE



Ok, je vais me faire des ennemis à coup sûr, mais je me jette à l'eau. J'anticipe déjà les critiques me disant combien j'ai tort, combien je suis ignare de la situation des étudiants. Toutefois, je me crois bien placée pour formuler cette opinion. Un, je suis étudiante. Deux, je bénéficie du régime des prêts étudiants depuis que j'ai mis les pieds au cégep en 1997.

Je crois aux revendications des étudiants; toutefois je suis contre la grève, car ceux qui ont le plus à perdre dans cette démarche ce sont les étudiants eux-mêmes et non l'appareil gouvernemental sur lequel les étudiants font pression.

Personnellement, je me réjouis que ma faculté n'ait pas emboîté le pas à ce vent de manifestation contre les coupes de bourses. Je n'ai aucun remord de le dire, de toute manière, les autorités de la faculté de droit n'auraient sans aucun doute pas levé les cours.

En un sens, je n'ai pas pitié de tous les étudiants qui ont vu leur bourse remplacée par des prêts. Ils ne sont pas jetés à la rue, peuvent poursuivre leurs études et ont tout de même de l'argent. Et puis, il ne faut pas oublier que tant et aussi longtemps que les frais de scolarité resteront à leur niveau actuel, le Québec dispose de l'un des systèmes les moins coûteux en Amérique du Nord et le plus accessible. Qu'on ne vienne pas me parler de la France où la scolarité est gratuite, car là-bas, il y a un autre problème: l'accessibilité.

Comme dirait un vieux dicton: il n'y a jamais rien de donné dans la vie. Je n'ai pas de parents fortunés qui ont

pourvu à mes ambitions estudiantines. Mes parents ont cessé de payer, outre l'alimentation, le jour où j'ai quitté le nid familial pour commencer mes études collégiales.

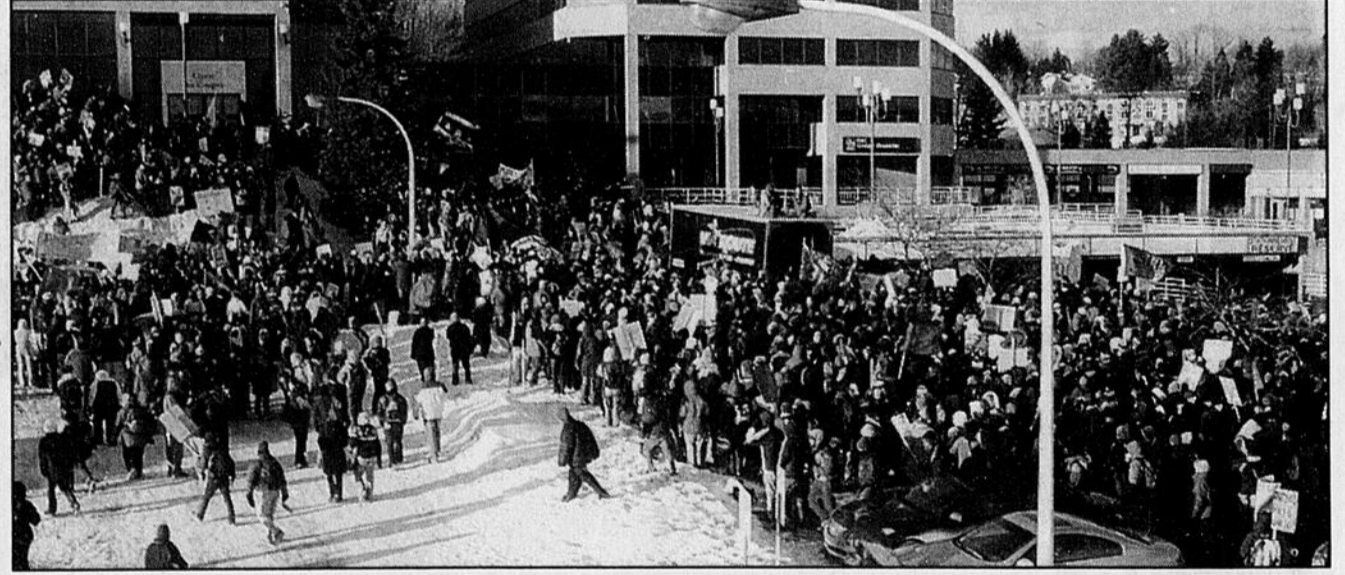
Et même si mes parents ne gagnent pas des fortunes, je n'ai jamais eu droit à une bourse, si ce n'est une de 32\$ qu'on m'avait accordée en septembre puis réclamée en mai suivant. Je tirais le diable par la queue lorsque la fin de l'année scolaire arrivait tout comme plusieurs étudiants qui ont manifesté cette semaine. Et l'été, je travaillais et tel un écureuil, je faisais mes provisions en vue de l'année scolaire en cumulant deux emplois.

Autre pensez-y bien, les intérêts sur les prêts étudiants ne courent qu'une fois les études complétées et sont déductibles d'impôt ce qui équivaut presque à un prêt sans intérêt si on y pense bien.

Ce n'est pas parce que j'ai trimé que tout étudiant doit le faire. Il n'y a rien de mal à vouloir améliorer son sort. Oui, je crois que ces coupures sont en partie injustes, car oui, il y a des gens qui en ont réellement besoin pour joindre les deux bouts. Toutefois, il me revient toujours en mémoire ces étudiants qui eux reçoivent des bourses et qui, faute d'en avoir réellement besoin, la dépensent en frivolités ou l'investissent.

Non, je ne pleurerai pas plus pour ces étudiants qui cumuleront 20 000\$ de dettes en terminant leurs études. Je suis du lot. C'est à peine le prix d'une voiture neuve, de la carrosserie que plusieurs voudront acquérir dès la sortie des classes, si ce n'est déjà fait.

Savez-vous que sans Jean Charest, les étudiants sont bien capables eux-mêmes de s'endetter au-dessus de leurs moyens. Un professeur de droit me racontait que certains étudiants lui demandaient conseil pour des problèmes d'argent. Certains sont au bord du gouffre financier et n'ont qu'ex à blâmer et à mettre au banc des accusés.



S'il n'y a pas eu de débordement lors de la manifestation, jeudi, les équipes de télévision ont eu une mauvaise surprise en constatant qu'on avait coupé les câbles de retransmission de leur équipement.

Sabotage des équipements de télévision lors de la manifestation

Des gestes déplorés par les médias... et les étudiants

Geneviève Simard-Tozzi
SHERBROOKE

Ce sont les stations de télévision qui auront perdu le plus lors de la manifestation qui a réuni plus de 3000 étudiants à Sherbrooke jeudi. Quelques manifestants ont en effet sectionné les fils d'unités mobiles qui retransmettaient en direct les événements.

Un geste qui n'a pas eu l'heur de plaire à plusieurs artisans de la télévision sherbrookoise. Annie Corriveau, coordonnatrice de l'information à TQS-Estrie, estime que les individus à l'origine de cet acte de vandalisme n'ont pas pris en considération les conséquences de leurs gestes.

«Une manifestation est un moyen pour être vu et entendu. Le hic, c'est que Jean Charest n'était pas à la fenêtre à son bureau de Sherbrooke, mais peut-être devant un écran de télévision. Sauf qu'à 17 h, il n'a rien vu, rien entendu.»

Mme Corriveau considère déplorable cet acte qui «bousille les efforts des

télévisions sherbrookoises à donner une visibilité nationale à un événement qui se passe chez nous.» Une visibilité qui était offerte aux étudiants tout à fait gratuitement.

«Une partie des cotisations étudiantes servent à défrayer les coûts d'une publicité dans les médias de 60 000 \$. On peut dire que ceux qui ont eu les ciseaux un peu trop généreux sur nos fils ne savent pas tellement compter. Ils avaient sur plusieurs chaînes une énorme publicité gratuite!»

L'AECS ne cautionne pas

L'Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS) a fait savoir qu'elle ne cautionnait pas les gestes de sabotage causés par quelques manifestants. «Quel avantage aurait-on à faire de tels actes? Nous préférons de beaucoup avoir une bonne relation avec les médias. Nous savons que ce sont par eux que notre message passe», a souligné Sébastien Aubé, stagiaire à la permanence de l'AECS.

L'AECS se dit assurée que les actes

de vandalisme n'ont pas été perpétrés par ses membres. «Nous avons validé auprès de notre exécutif et dans l'organisation, rien n'en est ressorti. Nous croyons qu'il s'agirait de personnes de l'extérieur», indique Sébastien Aubé.

Une attention particulière sera portée par l'exécutif de l'Association lors des actions qui seront posées ultérieurement pour que de tels actes ne se reproduisent pas. «Nous avons posé des actions lundi et mercredi, aucun problème n'a été rapporté. Nous continuerons dans le même sens, mais nous ne pouvons jamais assurer qu'il ne se passera rien quand il y a plusieurs manifestants.»

Selon Annie Corriveau, l'Association étudiante aurait également envoyé un message aux médias dans lequel elle indiquait qu'elle «ne cautionnerait jamais ces gestes».

Par ailleurs, l'AECS invite la population sherbrookoise à rencontrer le porte-parole des Entartistes lundi soir à 21 h à la cafétéria rouge du Collège de Sherbrooke. L'activité est gratuite.

78 logements pour aînés au centre-ville

Le «Manoir Bowen» contribuera à revitaliser le secteur à l'est de la Saint-François



David Bombardier
david.bombardier@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le secteur de l'ancien cinéma Capitol suscite l'envie de promoteurs résidentiels. D'ici deux ans, une importante résidence pour personnes âgées autonomes verra le jour sur un terrain désert en bordure de la rivière Saint-François, entre les rues Bowen Sud, Saint-François Sud et du Conseil.

La résidence, qui portera vraisemblablement le nom de «Manoir Bowen», comptera 78 unités de logement réparties sur cinq étages. Les travaux devraient commencer l'an prochain et nécessiteront un investissement évalué à près de 6 millions \$.

Même si la résidence sera située près de la capricieuse rivière Saint-François, on ne verra pas de sitôt des personnes âgées en chaloupe, assure-t-on tant du côté des promoteurs que de la Ville de Sherbrooke. Le bâtiment sera construit près de la rue Bowen Sud, si bien que seul l'espace de stationnement, près de la rue Saint-François, pourrait être inondé advenant une crue soudaine des eaux.

«Il n'y a que le stationnement qui sera situé dans une zone inondable dite 20 ans-100 ans», explique le directeur du service de planification urbaine à la Ville de Sherbrooke, Claude Marcoux. Ce qui veut dire qu'une fois tous les 20 à 100 ans, l'eau de la rivière pourrait lécher les pneus des véhicules des résidents sans toutefois toucher à la résidence même.

Leur sixième projet

«Notre résidence donnera un second souffle à ce secteur-là», estime l'un des promoteurs du groupe Les Résidences du Patrimoine, le Sherbrookoïse Mario Leclerc. Ce groupe de promoteurs compte cinq autres résidences du genre dans la province, principalement à Québec et sur la Rive-Sud.

Le Manoir Bowen offrira des appartements de deux, trois et quatre pièces et demie pouvant accueillir jusqu'à une centaine de personnes retraitées. Le loyer oscillera entre 1050 et 1950 \$ par mois et les résidents pourront profiter d'un service aux tables lors des repas.

Avant même le début des travaux, Mario Leclerc avance qu'au moins 30 pour cent des unités de logement auront trouvé preneurs. «Lors de l'ouverture de la résidence, ce sera déjà plein», affirme-t-il. La proximité des services et le nombre grandissant de personnes âgées n'ayant plus la capacité d'entretenir une grande maison seraient à l'origine de ce succès anticipé.

Un bon accueil

«Ce projet est très bien accueilli par les gens du secteur, se réjouit par ailleurs le conseiller municipal Bernard Tanguay. Lors d'une récente séance d'information, tout le monde trouvait le projet intéressant.» Le nouveau bâtiment constituera «un élément important de revitalisation de ce coin du centre-ville», estime l'élu municipal.

Rappelons que l'Office municipal d'habitation (OMH) compte aussi acquérir certains immeubles voisins de l'ancien cinéma Capitol afin de transformer ceux-ci en logements abordables. L'OMH devrait aussi déménager ses bureaux dans l'actuel California Gym, rue Windsor, derrière le Capitol.



Une résidence pour personnes âgées autonomes, le Manoir Bowen (dont on a un aperçu sur l'illustration du haut), sera construite sur ce terrain à l'angle des rues Bowen Sud, Saint-François Sud et du Conseil. Le projet nécessitera des investissements de près de 6 millions \$. La résidence pourra accueillir une centaine de personnes âgées.

La vie continue...



Mario Goupil
mario.goupil@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Par un divorce n'aura fait autant de bruit à Sherbrooke et dans la région en ce début d'année. Dans le monde des affaires en tout cas, il a eu l'effet d'une bombe de forte puissance. Difficile d'imaginer qu'après 31 années passées ensemble à la tête de Service de l'Estrie, les chemins de Gérald Bouchard et Claude Villemaire se séparent. Et pourtant, c'est le cas.

Il y a 12 jours, Claude Villemaire est en effet devenu le propriétaire unique de Service de l'Estrie en rachetant toutes les parts de son associé au sein de l'entreprise spécialisée dans la vente, l'entretien et la réparation d'électroménagers, laquelle compte maintenant huit magasins et 150 employés au Québec.

De l'aveu même des deux principaux intéressés, le divorce était devenu inévitable. La question était plutôt de savoir lequel des deux associés rachèterait les parts de l'autre et, aussi, quand cela se ferait.

Claude Villemaire a pour ainsi dire provoqué son partenaire en duel le 22 décembre dernier et c'est finalement lui qui a eu le dernier mot. Son offre a tranché.

«J'avais tout de même le choix d'acheter ou de vendre, mais à 54 ans je n'avais pas le goût d'acheter mon associé et de commencer à devoir me serrer la ceinture. Dans mon for intérieur, ça me disait de passer à autre chose», explique Gérald Bouchard.

Ce dernier reconnaît tout de même ne pas avoir vu venir le coup de force provoqué par celui avec qui il avait fondé la compagnie il y a 31 ans, alors que tous deux travaillaient comme réparateurs chez Electro-Lab, une firme sherbrookoïse qui a disparu du paysage par la suite.

«Le plus difficile, c'est que jamais, une décision ne m'a été imposée dans la vie et que là, ça fait deux que l'on m'impose en moins de six mois. Disons que j'ai été mis à rude épreuve ces derniers temps parce que j'ai perdu ce qui remplissait toute ma vie...», dit-il sans vouloir lever davantage le voile sur sa vie personnelle.



Gérald Bouchard et Claude Villemaire formaient un tandem d'hommes d'affaires bien connu à Sherbrooke. Après tout, ils dirigeaient ensemble les destinées de Service de l'Estrie depuis 31 ans. Des divergences sur l'évolution future de l'entreprise les ont amenés à mettre fin à leur association.

Qu'est-ce qui a provoqué ce «divorce»?

«Claude et moi avions des divergences d'opinion», répond-il. Il fallait préparer l'avenir de la compagnie et là-dessus nous n'avions pas la même vision. Maintenant, l'important n'est plus de savoir qui avait la bonne vision. L'important, pour moi, c'est de tourner la page et de passer à autre chose.»

Gérald Bouchard est retourné vider son bureau lundi matin. Celui-ci se trouvait à l'intérieur du premier magasin qu'il a ouvert avec son partenaire, rue Wellington Sud, à Sherbrooke. Ce furent des moments émouvants, difficiles à vivre, admet-il.

«J'ai d'abord pensé aller vider mon bureau quand il n'y aurait personne dans le magasin, puis je me suis dit que je n'avais pas à me cacher. Après tout, je ne suis pas un voleur à ce que je sache! Alors j'y suis retourné lundi, en plein cœur de journée. J'ai vidé mon bureau, rempli ma camionnette, puis merci et bonjour, je suis parti. Ça m'a fait mal au cœur...»

L'homme d'affaires affirme se sentir déjà d'attaque pour un nouveau défi.

«Ce n'est pas la fin du monde, dit-il à propos de son départ. C'est même moins difficile que j'aurais pu me l'imaginer. Il me reste maintenant à faire le

tour des magasins et aller remercier les employés. Vous savez, j'ai vendu des électroménagers toute ma vie, mais cela ne veut pas dire que je peux faire juste cela. J'ai peut-être vendu mes parts dans mon commerce, mais je n'ai pas vendu mes talents d'entrepreneur.»

Gérald Bouchard promet d'ailleurs qu'avant la fonte des neiges, il sera de nouveau reparti en affaires, et ce dans un tout autre domaine que les électroménagers. Il dit être déjà en train d'étudier quelques propositions qui lui ont été soumises.

«Je pourrais m'asseoir dessus le reste de mes jours, mais il n'en est pas question. Je dois me faire une nouvelle vie de A à Z et c'est ce que j'entends faire», assure-t-il.

Claude Villemaire, quant à lui, n'a pas voulu commenter officiellement sa décision de racheter les parts de son associé. Tout au plus m'avait-il confié la semaine dernière, lors d'une conversation à bâtons rompus: «Quand ça ne marche plus dans un vieux couple, il vaut parfois mieux divorcer pour espérer être heureux à nouveau...»

Le «vieux couple» de l'électroménager n'est plus, mais la vie continue.

mgoupil@latribune.qc.ca

Cabico vire

Suite de la page A1

«Il faudra d'abord structurer le plan de réorganisation du groupe après cet incendie, a commenté un porte-parole de la compagnie, Frédéric Tremblay. J'imagine que, d'ici deux semaines environ, on aura une bonne idée du nombre de travailleurs qui sera nécessaire.»

Par ailleurs, selon les informations dévoilées par M. Tremblay, l'embauche parmi le groupe de travailleurs se fera sans égard à l'ancienneté, mais en tenant cependant compte de la compétence des individus. Ceux qui resteront sans travail pourront éventuellement être assistés par des programmes gouvernementaux.

Quant aux travailleurs du siège social de l'entreprise, également incendié mardi, ils ont déjà été relocalisés dans des locaux à Coaticook.

Une visite de Pierre Reid

Le député d'Orford, Pierre Reid, a profité de sa présence dans la région hier pour se rendre à Ways Mills afin de constater de visu la situation dans ce petit village après le gigantesque incendie de mardi.

M. Reid a notamment rencontré Michel Belzil, maire de Barnston-Ouest, qui comprend le village de Ways Mills. «Je voulais qu'il m'explique comment se sont passés les opérations mardi et qu'il soit assuré que mon gouvernement fera tout pour sa municipalité et la MRC de Coaticook», a-t-il révélé.

Par contre, malgré cet engagement au nom de son gouvernement, Pierre Reid a refusé d'afficher une préférence pour le maintien, à l'intérieur de la MRC de Coaticook, des emplois que génèrent les deux usines.

«L'entreprise a des critères et on ne peut pas s'immiscer dans le processus décisionnel qui a été enclenché», a-t-il affirmé, en souhaitant néanmoins que la reconstruction s'effectue dans la région de l'Estrie.

À la lumière des informations que lui a transmises Michel Belzil, le député d'Orford jugeait que, dans l'ensemble, les divers intervenants qui sont venus éteindre les flammes, évacuer la population et le reste ont bien fait leur travail.

RESTAURANT
Charlie
SMOKED MEAT & ROAST BEEF

**10, rue Camirand,
Sherbrooke**
www.charliesmokedmeat.com

6.49\$
+ taxes

Le gyros
au boeuf
ou au
poulet

Du 1^{er} au 31 mars 2005

Déjeuners servis 24 heures par jour
Ouvert 24 heures sur 24

Maintenant agrandi et... plus de stationnement!

168274

Commentaire

Transformation extrême



Luc Larochelle

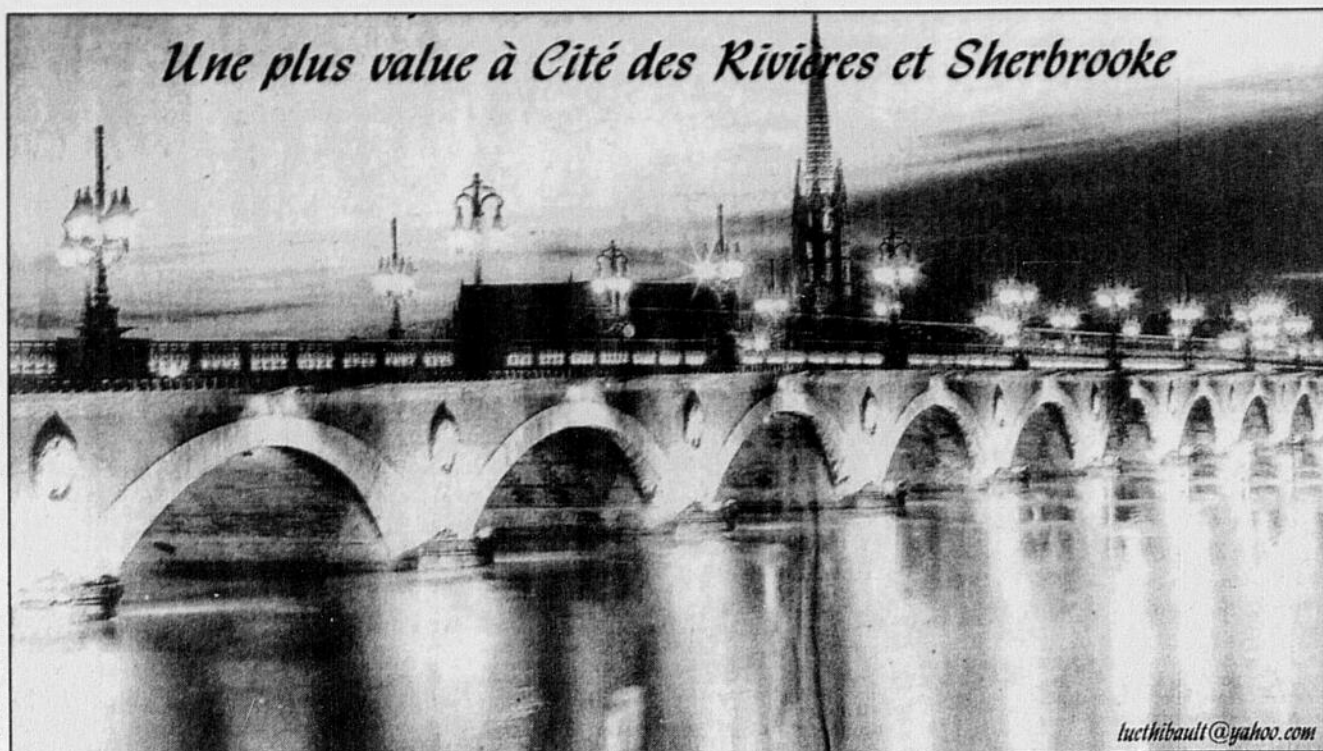
luc.larochelle@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

J'ai reçu cette suggestion par courriel depuis déjà un bon moment et je m'étais promis d'y revenir même si la décision est prise par les autorités municipales d'investir 1,3 million de dollars pour ériger la passerelle des Draveurs, à la décharge du lac des Nations. À compter de la mi-août, les usagers de la Cité des rivières pourront l'emprunter.

Ce n'était pas l'orientation privilégiée par les ingénieurs municipaux, qui suggéraient d'élargir le tablier du pont Montcalm au moment de sa réfection. Cette option longtemps considérée a finalement été écartée par les administrateurs de la Cité des rivières, notamment à cause de la dénivellation prononcée entre la promenade de la rue de l'Esplanade et la rue King. Une pente trop raide soulevait des craintes pour les apprentis cyclistes et les adeptes du patin à roues alignées.

Nous reviendrons plus loin sur l'aspect technique et le coefficient de difficulté que représentait cette contrainte physique mais d'un point de vue purement esthétique, Sherbrooke aurait-elle pu faire mieux que d'aligner des structures les unes à côté des autres pour mettre en valeur le lac des Nations?

La situation du pont Noir, à l'autre extrémité du plan d'eau, était particulière. Même si cela était techniquement possible, ce n'était pas souhaitable d'accrocher une passerelle récréative à un pont ferroviaire. La sécurité - ainsi que le coût des assurances pour la responsabilité civile - justifiait à elle seule la décision d'ériger une réplique du pont Noir à quelques dizaines de mètres de la structure existante. Les consultants de la Cité des rivières y ont d'ailleurs relevé avec brio le défi d'originalité avec le passage à fleur d'eau sous la voie ferrée, permettant d'aller rejoindre le champ des Buttes. Pas étonnant que cet ouvrage ait été récompensé par un prix provincial



Cette illustration est la suggestion d'un citoyen, Luc Thibault, qui aurait préféré que la Ville mette le paquet lors de la réfection du pont Montcalm au lieu d'ériger une seconde structure à la Cité des rivières, la passerelle des Draveurs, pour enjamber le lac des Nations. Cette transformation extrême est-elle réalisable?

en ingénierie.

0-0-0-0-0-0

L'illustration accompagnant ce texte est la suggestion d'un citoyen, Luc Thibault, qui aurait préféré que la Ville mette le paquet et procède à une «transformation extrême» du pont Montcalm. La télévision nous inondant avec les miracles de la chirurgie esthétique ramentant l'estime de soi chez des personnes abattues par leur apparence physique, il doit y avoir moyen de crayonner une structure pour en augmenter la brillance des yeux et redresser sa poitrine tombante!

J'ai soumis la proposition de M. Thibault à l'examen de quelques professionnels. Leur réponse est la même qu'un chirurgien: tout est possible. Par contre, de la même façon que les magiciens effaçant pratiquement tous les défauts du faciès ne peuvent encore étirer le corps de 30 cm, il y a également des

contraintes physiques permanentes pour les infrastructures.

Il devrait en coûter autour de 3,5 M \$ au moment de la rénovation du pont Montcalm. Cette estimation ne comprend que la réfection du tablier, les piliers reposant dans l'eau n'ont pas à être retouchés.

L'ajout d'arches à cette structure en triplerait facilement la facture, m'indique-t-on, et, surtout, ce type de transformation est peu compatible. Il s'agit du pont le plus bas à Sherbrooke et une élévation au-dessus de la rue King créerait une ondulation qui réduirait la visibilité des automobilistes et poserait des problèmes de sécurité. Hypothèse donc à écarter autant pour des considérations économiques que techniques.

Par contre, il n'en coûterait pas une fortune pour parer le pont Montcalm d'éclairage qui lui moulerait une silhouette aguichante une fois la nuit tom-

bée, pour séduire les amoureux en quête de romantisme.

0-0-0-0-0-0

Est-ce que tout cela a été pris en considération avant d'allouer le contrat pour la passerelle des Draveurs? Oui, assure le directeur général de la Cité des rivières, Albert Painchaud.

La Ville n'avait toujours pas d'échéancier précis du ministère des Transports pour une participation financière à la réfection du pont Montcalm, les piétons ne seront pas exposés à la gadoue avec une passerelle détachée, celle-ci n'obstruera pas la vue sur la rivière puisqu'elle sera à moins d'un mètre de l'eau, une proximité qui lui confèrera un charme particulier lorsque les plaisanciers voudront prendre une pause sous le gazebo qui sera à mi-chemin.

M. Painchaud m'a ainsi défilé les avantages les uns après les autres, ajoutant qu'une structure à fleur d'eau

préservera l'architecture du pourtour du lac puisque la passerelle aura les mêmes gardes de corps que la promenade déjà aménagée.

Et la durabilité? Dans une ville où l'administration municipale rejette souvent les comparables en alléguant que le nombre de ponts sur son territoire engendre à Sherbrooke des dépenses plus élevées que dans les municipalités construites au milieu d'une prairie, n'est-il pas paradoxal d'ériger autant de nouvelles structures à entretenir et à rénover?

Contrairement aux ponts, ces passerelles ne seront pas exposées directement au sel, la corrosion s'y attaquera plus lentement. Ces structures seront durables pour une période d'au moins 100 ans, avance M. Painchaud.

On jugera le résultat dans six mois, une fois la nouvelle structure complétée. Jusqu'ici, force est d'admettre qu'il y a peu à redire sur la qualité des aménagements livrés par la Cité des rivières.

La passerelle des Draveurs rendra cependant encore plus évidente la nécessité, tel que le soulève M. Thibault, d'élever les standards au moment de la reconstruction du pont Montcalm. Il n'était pas d'usage auparavant de se préoccuper des «sous-vêtements» d'un pont, c'est-à-dire de la quincaillerie - la canalisation pour l'eau, les égouts, etc. - passant dessous. À partir de la nouvelle passerelle des Draveurs, ce sera d'une laideur détonante.

Sans se livrer à des transformations extrêmes, Sherbrooke devra, au moment de sa rénovation, habiller le pont Montcalm avec un pantalon, une chemise et une cravate afin que la Cité des rivières ne projette pas devant la visite une image trop dépareillée.

ÇA ME DIT DE RIRE

Sauvons une fois de plus le pays en prenant des décisions courageuses: la destitution du juge Gomery s'impose comme choix, les avocats de Jean Chrétien facturant à un taux horaire moins élevé que Jean LaFleur pour compter les cravates de l'unité canadienne.

La voiture hybride de l'UdeS s'avère un bon achat

Claude Plante

SHERBROOKE

Près de deux ans après avoir acheté une voiture hybride pour les déplacements de ses professeurs, le Centre de formation en environnement, de l'Université de Sher-

brooke, considère avoir fait un bon coup.

En plus d'être positif sur le plan environnemental, l'opération s'est avérée rentable sur l'aspect financier, selon le directeur du centre, Michel Montpetit. «Il faut payer les déplacements de nos profs à l'extérieur, pour différentes occasions, comme des conférences.»

«Le tarif est fixé à 37 sous le kilomètre. Depuis que nous avons acheté la voiture hybride, en mai 2003, ils ne prennent plus leur propre voiture pour ce type de déplacements. Elle a parcouru 50 000 kilomètres. Ça veut dire qu'elle nous a fait économiser 18 500 \$.»

Une première

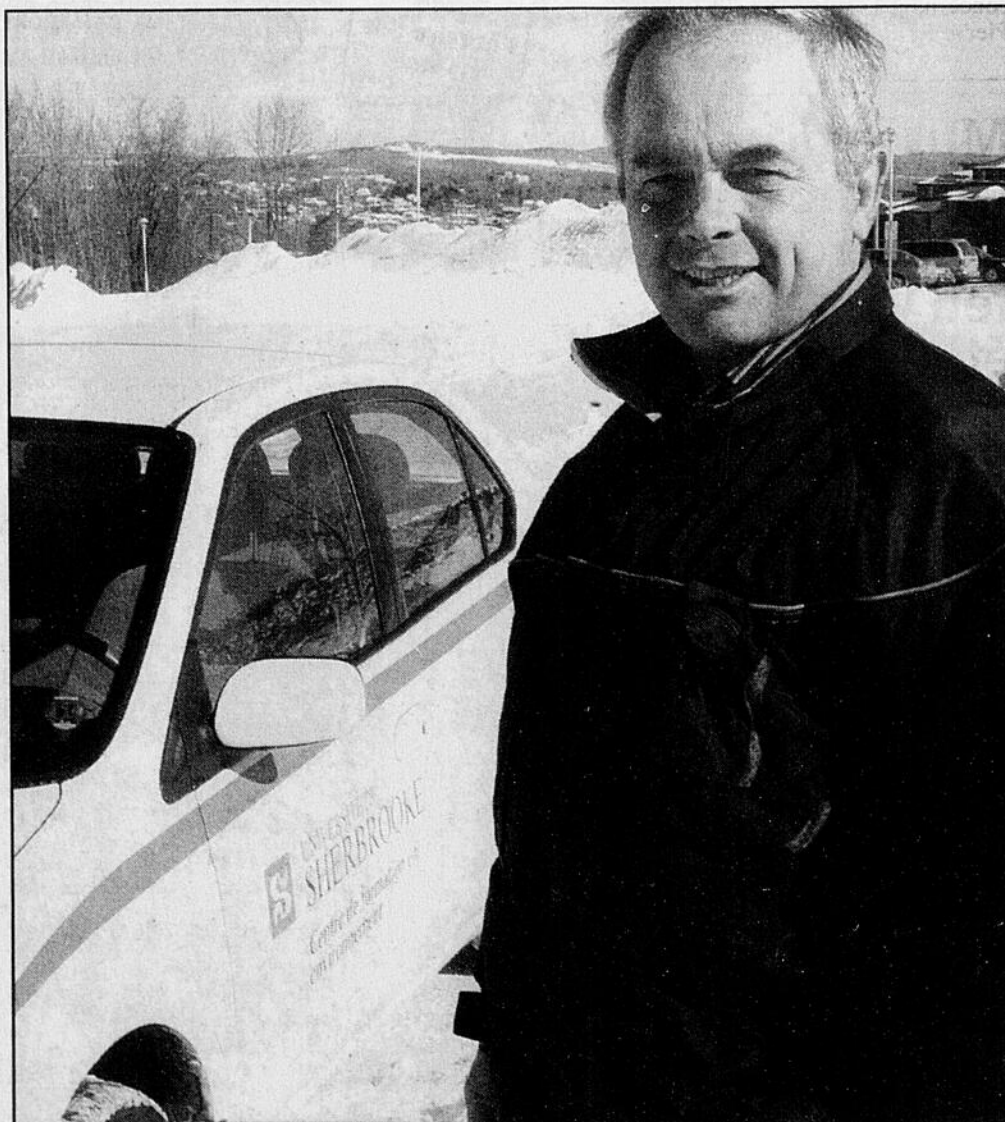
À l'achat en mai 2003, il avait fallu déboursier 32 000 \$ pour la Toyota de marque Prius. Ce genre de technologie, qui est en train de faire boule de neige dans l'industrie, permet aux moteurs à essence et à l'électricité d'agir en alternance ou en même temps selon les exigences du trajet.

Au rythme où vont les choses, cette expérience en développement durable pourra être poursuivie dans l'avenir, analyse M. Montpetit. L'auto ne sert pas nécessairement aux déplacements sur le campus. On vise les longues distances.

«C'est une première. Comme centre de formation en environnement, il fallait faire notre part. En plus, elle est lettrée. Ça nous donne une certaine visibilité.»

«Cette voiture consomme entre quatre et cinq litres pour 100 kilomètres», commente M. Montpetit. «Je pense que si nous la faisons rouler 20 000 kilomètres par année, c'est une expérience rentable. Ce genre de technologie se développe beaucoup. Nous pourrions répéter l'expérience.»

Du côté de la direction de l'Université de Sherbrooke, où un «plan vert» a été mis sur pied, on trouve l'expérience intéressante sur l'aspect environnemental. Mais pour le moment, l'accent est mis sur le libre accès des étudiants aux autobus de la Société de transport de Sherbrooke (depuis l'automne dernier).



Michel Montpetit, le directeur du Centre de formation en environnement, est photographié devant la voiture hybride de l'Université de Sherbrooke.

Imacom, Jan Sébastien Béland

pour souligner son
35^{ème} anniversaire
FABRICVILLE
présente
POUR LA TOUTE PREMIÈRE FOIS
35% de rabais
SUR **TOUT L'INVENTAIRE**
en magasin
SANS EXCEPTION!
réservé aux **MEMBRES** **LUNDI et MARDI**
clubelite 7 et 8 mars
OUVERTURE PROLONGÉE jusqu'à 19:30

10^e anniversaire
ROULOTTES ÉVASION 55
VENEZ VOIR NOS NOUVEAUTÉS 2005
SAVIEZ-VOUS QUE...
La mise au point de votre VR!
Au démarrage de votre véhicule récréatif le printemps, il est primordial de vérifier l'état du toit afin de déceler d'éventuelles défectuosités au niveau des joints et l'état général de ce dernier. Il est également important d'examiner l'état de tous les joints de silicone autour des fenêtres, des moulures et des portes. Les refaire au besoin. Une vérification des orifices d'entrée du propane pour le réfrigérateur et le chauffe-eau est aussi recommandée. Les nettoyer au besoin. Pour une estimation gratuite, communiquez avec nos spécialistes du service technique.
Daniel Fisette (propriétaire)

VASTE CHOIX DE VÉHICULES RÉCRÉATIFS NEUFS ET USAGÉS SUR NOTRE SITE WEB

- Caravanes
- Caravanes à sellette
- Caravanes cargo
- Caravanes cargo à sellette
- Tentes-caravanes
- Modèles de parc
- Autocaravane classe B
- Légères
- Ultra-légères

600, ch. du Parc-Industriel, Bromptonville, (sortie 60 de l'autoroute 55) (819) 846-0878 ou 1 800 548-0878

Four Winds, Cassette Challenge, Golden Falcon, Bantam, Clipper, Colorado, Totem, North Shore, Everest

Heures d'ouverture
Lundi - Vendredi : 8 h 30 - 17 h 00
Samedi : 10 h 00 - 16 h 00
Dimanche : 11 h 00 - 16 h 00
WWW.ROULOTTESEVASION.COM

Enfouir des fils pour embellir Cherry River

Plusieurs partenaires se partageront la facture de deux millions \$



Jean-François Gagnon

jean-francois.gagnon@tribune.qc.ca
CANTON D'ORFORD

Le charme du village de Cherry River ne pourra vraisemblablement que s'accroître, considérant la décision qui a été prise par le Canton d'Orford de commencer à enfouir dans le sol, dès l'été prochain, les fils jusqu'à présent suspendus aux poteaux en bordure de la route 141.

Cette opération ne sera évidemment pas gratuite et coûtera pas moins de deux millions \$, argent qui proviendra des coffres de la municipalité et d'une série de partenaires, en l'occurrence le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec, Hydro-Québec, Bell Canada ainsi que Vidéotron.

Au coeur du village

La part de financement qui sera assumée par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, par le biais du Programme gouvernemental d'enfouissement des réseaux câblés de distribution, s'élèvera à 20 pour-cent des frais globaux de l'opération.

C'est plus précisément une petite portion de la route 141, au coeur du village de Cherry River, qui sera touchée. L'objectif est de faire bénéficier la population de «toute la splendeur du site et de rehausser l'offre touristique de la région».

Maire du Canton d'Orford, qui englobe notamment Cherry River, Jacques Delorme indique que ce projet mijotait dans la tête des élus de sa municipalité depuis «quatre ou cinq ans».

«Pour un village comme Cherry River, c'est difficile d'avoir un caractère propre, vu la proximité de Magog, explique M. Delorme. On a fait des choses cependant pour améliorer cet aspect, telles l'utilisation d'un éclairage de rue tourné vers le bas pour éviter la pollution lumineuse. Et maintenant on passe à l'enfouissement des fils.»

Ainsi, l'objectif avoué du maire d'Orford est de «développer la vie du village» et de faire en sorte que des habitations locatives et éventuellement même des boutiques poussent sur place.

Quant au porteur de la nouvelle concernant la subvention du ministère, Pierre Reid, il mentionne que la notion



Le maire du Canton d'Orford, Jacques Delorme, et le nouveau ministre des Services gouvernementaux du Québec, Pierre Reid, ont annoncé hier matin que les fils seront enfouis dans le sol dans le village de Cherry River.

de développement durable est sous-entendue dans le cadre d'un tel projet. «Ça prouve que le paysage est très important pour notre gouvernement», ajoute le député d'Orford et ministre des Services gouvernementaux du Québec.

Selon Pierre Reid, le fait que son collègue Pierre Corbeil ait appris à connaître le secteur dans les derniers mois n'est probablement «pas étranger» à la décision de son ministère de financer partiellement cette initiative. Rappelons que M. Corbeil était jusqu'à récemment le ministre responsable des parcs et donc du dossier Mont-Orford.

Un lien avec Mont-Orford?

On sait déjà que le propriétaire de la station touristique Mont-Orford, André L'Espérance, a l'intention de faire disparaître dans le sol les fils à l'intérieur du village qu'il projette construire au pied des pentes. Doit-on alors voir un rapport avec cette annonce?

«Mais il ne faut pas voir de lien plus direct entre ces deux choses, affirme-t-il. Vous savez, après tout, Mont-Orford n'a pas besoin qu'un tel projet se réalise pour rehausser sa réputation.»

Invitation... LE MARDI 8 MARS

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Portes ouvertes pour un ESSAI GRATUIT.
Musculation, aérobic, aquaforme, power yoga

Apportez vos espadrilles. Vérifiez l'horaire des classes.

Lors de votre visite, obtenez...

- UN PASSEPORT 7 JOURS;
- UN CADEAU SURPRISE.
- TIRAGE DE 3 ABBONNEMENTS

169105

Femme Estrie
CENTRE DE SANTÉ ET DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE

Pour celles qui désirent se prendre en main.
2154, rue King Ouest, Sherbrooke
822-2224
Seul centre privé avec une piscine
www.femmeestrie.com

Musée de l'automobile à Thetford Mines: feu vert à une étude de marché

Nelson Fecteau
THETFORD MINES

Le projet de construction d'un musée de l'automobile à Thetford Mines a franchi une autre étape alors que les membres du conseil municipal ont accepté qu'une étude de marché soit réalisée afin de soutenir les demandes financières qui seront acheminées aux différents paliers de gouvernement et à d'autres partenaires. Cette étude servira aussi à établir les impacts et le potentiel à long terme du projet.

Le coût total de l'étude dont les résultats seront connus au cours du mois de mai devrait s'élever à 21 000 \$. Elle permettra de préciser les potentiels commerciaux, d'actualiser la connaissance du contexte socio-économique, culturel, récréo-touristique et environnemental. Elle analysera également les performances et stratégies d'infrastructures comparables au projet thetfordois. Les clientèles actuelles et potentielles, régionales, provinciales et internationales seront caractérisées, quantifiées et relativisées.

Acceptation du projet

Le 31 janvier dernier, le conseil municipal acceptait majoritairement un projet visant l'implantation d'un musée de l'auto pouvant accueillir une grande partie de la collection haut de gamme de la famille Demers ainsi que la mise en place d'une corporation à but non lucratif pour la réalisation et la gestion du projet.

Le musée pourra exposer environ 45 véhicules sur les 300 que compte la collection Demers.

Une première entente-cadre stipule que la Ville de Thetford Mines cautionnera le prêt permettant la construction. En regard des revenus à percevoir, la première tranche de 400 000 \$ de revenus bruts sera versée entièrement à la corporation, l'excédent sera partagé à raison de 95 pour cent à la famille Demers et 5 pour cent à la corporation.

Une entente de prêt en regard des automobiles devra être rédigée ainsi qu'un contrat notarié pour les divers engagements des partenaires. Des états financiers vérifiés devront être produits annuellement. L'évaluation du coût de construction est estimée à 4 millions \$.

TENDANCES meubles
L'ART DE REINVENTER SON CHEZ SOI

Jusqu'à 400\$ de rabais
À l'achat d'un matelas Posturepedic

CHLOÉE
matelas 60 po. régulier
Prix suggéré 819\$
Prix TAXES INCL. **599\$**

ASHTON
matelas 60 po. plateau coussiné
Prix suggéré 1099\$
Prix TAXES INCL. **849\$**

ENDEARMENT
matelas 60 po. europlateau coussiné
Prix suggéré 1799\$
Prix TAXES INCL. **1399\$**

Nous payons les TAXES

Décocentre Bureau & Bureau
600, rue Galt Ouest, Sherbrooke, Qc
www.tendancesmeubles.com

(819) 569-9585 (819) 569-9529 (819) 569-9588

sports experts®

Tous nos vêtements de ski et de planche à neige sont en vente!

30% à 60% de rabais et plus...

ENSEMBLES COMPLETS DE PLANCHES À NEIGE
Planches à neige - Fixations - Bottes Airwalk Fuse
P.S.M. 550\$
Solde 299\$99

BOTTES DE PLANCHE À NEIGE
Airwalk Fuse
P.S.M. 229\$
Solde 99\$99

BOTTES DE SKI
SALOMON X-Wave 6
P.S.M. 399\$
Solde 269\$99

Toutes les bottes de ski homme et femme
20% à 50%

ENSEMBLES SKIS AVEC FIXATIONS
jusqu'à **60%**
ATOMIC • Balance • Metron 8.2 • GS9 • SL11
SALOMON • Ten Eighty • Streetracer 60
VIBIKI • Energy 320
Valeur jusqu'à 1099\$
un seul prix 449\$99

VÊTEMENTS DE SKI
jusqu'à **60%**
PHENIX SPORTS SPYDER
DESCENTE SWAN KARBON

TOUS LES VÊTEMENTS JUNIOR
jusqu'à **65%**
Ens. 2 pièces à partir de **69\$99**

VÊTEMENTS PLANCHES À NEIGE
à partir de **64\$99**
BONFIRE LIQUID CONVERT
SALOMON ONELL

sports experts Carrefour de l'Estrie **346-5286**
Visitez notre site : www.sportsexperts.ca

Offre de base : 20% de réduction sur tous les produits de la collection AIR MILES. Offre valable jusqu'au 31 mars 2005. (Prix avant taxes.)

Retour à la confession individuelle

Un changement «reçu difficilement»

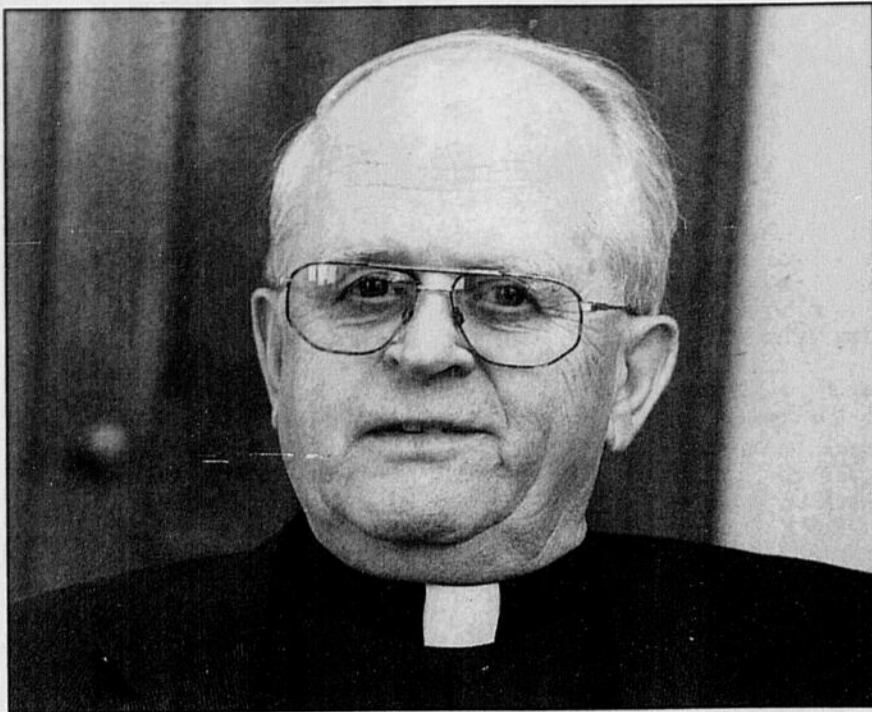
Gilles Fisette
SHERBROOKE

Le diocèse de Sherbrooke vit depuis plusieurs semaines déjà le retour à la confession individuelle telle que demandée par Rome. Un retour en arrière qui n'est pas sans heurt et sans grincement de dents.

C'est dans une lettre à ses prêtres, en novembre 2004, que l'archevêque, Mgr André Gaumond, a posé le dernier jalon

d'une réflexion amorcée depuis deux ans, depuis en fait que les chefs des églises catholiques du monde entier ont reçu la lettre papale *Motu Proprio Misericordia Dei*.

«Avant même le diocèse de Québec (qui fait l'objet de manchettes depuis quelques jours à ce sujet), nous avons décidé de procéder à la mise en place du document romain *Misericordia Dei*, soit de revenir à la confession individuelle plutôt que de continuer avec l'absolution collective, telle que se pratiquait le sa-



Imacom, Claude Poulin

Selon Mgr André Gaumond, le retour à la confession individuelle était nécessaire.

crement du pardon depuis une trentaine d'années dans le diocèse», a expliqué Mgr Gaumond.

Selon Mgr Gaumond, la nouvelle façon de faire est «reçue de manière très difficile, car c'est un changement et un changement vers le moins facile puisqu'il entraîne une implication plus individuelle. C'est donc reçu difficilement, mais c'est nécessaire d'y arriver, toutefois».

La confession individuelle peut se pratiquer de deux façons. Il y a d'abord la confession à un prêtre, dans un con-

fessionnal, une forme qu'ont connue les fidèles plus âgés. Puis, il y a la confession individuelle qui se fait au cours d'une célébration communautaire comportant également le passage individuel devant un confesseur, un peu à l'écart de la foule.

«Moi, je privilégie la deuxième forme. Mais on demande d'offrir les deux formes pour que le pénitent puisse choisir ce qui lui convient», a souligné l'archevêque en ajoutant que l'aveu individuel est perçu comme nécessaire à la validation du sa-

crement du pardon.

Il établit un parallèle avec les cérémonies collectives de baptême ou de mariage où il y a une part individuelle. Dans un tel baptême, chaque enfant sera oint; dans un mariage, chaque couple sera béni. Ainsi, le nouveau sacrement du pardon peut se pratiquer au cours d'une cérémonie collective qui comprendra, notamment, le partage de la Parole de Dieu, mais qui sera suivi par la rencontre individuelle avec un prêtre.

«Je comprends que la formule de confession individuelle est difficile. C'est également plus complexe à gérer par les prêtres, car nous vivons une pénurie de personnel, mais le changement finira par entrer dans les habitudes», croit Mgr Gaumond.

Une formule qui éloigne les fidèles

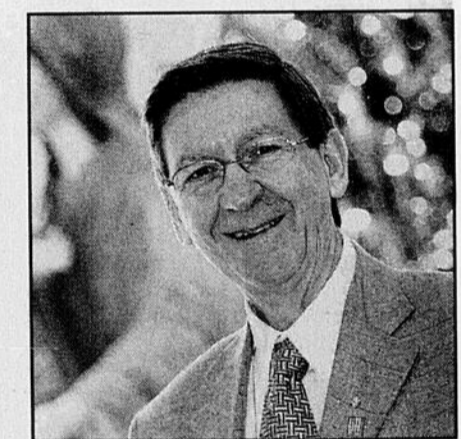
Gilles Fisette
SHERBROOKE

Des prêtres constatent que la nouvelle formule de confession individuelle n'atteint pas les objectifs souhaités et éloignent même les fidèles. Inquiets, il s'en sont ouverts à Mgr André Gaumond, à qui ils demandent la mise en branle rapide des démarches de formation promises.

Dans une lettre dont *La Tribune* a obtenu copie, les membres du conseil de pastorale de la zone Sherbrooke-Nord font part du bilan qu'ils ont fait de cette nouvelle pratique concernant le sacrement de la réconciliation, lors d'une rencontre le 8 février.

Sous la plume du curé André Castonguay, ils font part d'un bilan à la fois positif et négatif où «il y a eu de belles réalisations, mais il y a eu aussi de profondes déchirures».

Dans leur lettre, ils s'attachent uniquement aux aspects négatifs. Ils écrivent qu'il y a eu «une diminution dramatique de participation aux célébrations communautaires du pardon et, dans les endroits où l'on a offert des temps de disponibilité pour un vécu individuel du sacrement, ce fut le désert. Nous savons que le même problème a été vécu dans d'autres zones. Il y a des zones où la situation est encore plus grave que chez nous».



Le curé André Castonguay

De toute évidence, poursuivent-ils, «le but visé, approfondir le sens du sacrement de la réconciliation et se rapprocher de la miséricorde de Dieu, n'a pas été atteint. Au contraire, nous constatons un éloignement».

Le Carême et la prochaine fête de Pâques devaient marquer la deuxième étape de l'implantation de la nouvelle pratique. Ces prêtres disent être très inquiets.

«Vivons-nous un éloignement encore plus grand et une perte de sens de la miséricorde de Dieu ou saurons-nous revitaliser le sacrement?» se demandent-ils.

Rappelant à Mgr Gaumond son intention de proposer des démarches de formation adaptées au cours desquelles pasteurs et fidèles chercheraient «les meilleures voies pour vivre de façon authentique l'expérience chrétienne de la réconciliation», ils soulignent que le temps passe et que rien ne point à l'horizon.

«Dans la situation actuelle, avec l'application des nouvelles normes et sans autres instruments pastoraux, nous appréhendons au contraire un recul», craignent-ils.

Coopérative d'Alentour
brasserie nature!

4740, boul. Industriel Sherbrooke, Qc J1L 3L3

Tél.: (819) 562-3443
Télécopieur: (819) 823-0224
Courriel: coop.alentour@qc.aira.com

Avis de convocation à l'assemblée extraordinaire de la Coopérative d'Alentour dans le cadre de son projet d'agrandissement.

Le mardi 15 mars 2005

Accueil : 18 h 30

Début de l'assemblée : 19 h

Hôtel Le Président., Sherbrooke

Veuillez confirmer votre présence en téléphonant au (819) 562-3443, poste 113 avant le jeudi 10 mars.

L'ÉVÉNEMENT SPORT d'Infiniti

Berline G35 à partir de 39 900 \$G35 coupé à partir de 45 900 \$FX à partir de 53 000 \$

- du 1^{er} au 31 mars -

POUR UNE DURÉE LIMITÉE, TAUX DE LOCATION DE 4,5 % SUR TOUTES LES BERLINES G35, G35 COUPÉ, ET FX 2005*.

Glissez-vous derrière le volant d'une Infiniti et accrochez-vous! Mettez à l'épreuve les 280 fougues chevaux de la G35 coupé ou de la berline sport. Vous voulez encore plus de puissance? Allez-y pour le nouvel ensemble sport avec boîte manuelle à 6 rapports et ses incroyables 298 chevaux ou montez à bord de l'avant-gardiste et luxueusement équipé FX à traction intégrale. Tous ces modèles aux designs performants sont offerts à des prix tout aussi performants. Rendez-vous chez votre concessionnaire Infiniti dès aujourd'hui. infiniti.ca

Offre de Location Privilège

Location à

4,5%

- LOCATION DE 39 MOIS
- 24 000 km alloués annuellement
- Aucun dépôt de sécurité
- Faibles frais de kilométrage additionnel

INFINITI.

Sherbrooke Infiniti
4280, boul. Bourque
Rock Forest (Québec)
(819) 823-8008

*TAUX DE FINANCEMENT À LA LOCATION POUR UN TEMPS LIMITÉ offert sur tous les modèles berline G35, G35 coupé et FX et uniquement auprès des Services financiers Infiniti, sujets à l'approbation de crédit. Exemple de location d'une berline G35 2005 (G4TG75 AA00)/G35 coupé 2005 (G2TG75 AA00)/FX35 2005 (F6SG75 AA00) : mensualités de 369 \$/469 \$/569 \$ pour une location de 39 mois à un taux de location de 4,5 %. Comptant de 7858 \$/7858 \$ ou échange équivalent et première mensualité requis à la livraison. **Aucun dépôt de sécurité.** Total des frais de location : 22 249 \$/26 149 \$/30 049 \$ comprenant les frais de transport et de préparation (1267 \$/1274 \$/1280 \$), 78 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location). Des offres ne requérant aucune mise de fonds initiale sont aussi disponibles. Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM en sus. TPDSF pour la berline G35 2005/ la G35 coupé 2005/ le FX35 2005 à partir de 39 900 \$/45 900 \$/53 000 \$. Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM, frais de transport et de pré-livraison en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti le plus près pour connaître tous les détails.

MISE AU POINT

Veuillez noter la correction suivante:

Dans les cahiers publicitaires Sears en vigueur du lundi 7 au dimanche 13 mars 2005

À la page 21 (CC032F505) et à la page 10 (CC032F305)

Rabais de 50% sur ensembles de draps en coton à 180 fils de tons unis ou à imprimé Rég. Sears 24,99 \$-79,99 \$ ch. En solde 12,49 \$ - 39,99 \$

CORRECTION

Les ensembles de draps sont en coton et polyester et non en coton tel qu'indiqué.

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconfort que ces erreurs ont pu causer à nos clients.

SEARS 170500

Retour à la confession individuelle

Le diocèse aurait pu opter pour le statu quo



Gilles
Fisette

gilles.fisette@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Mesure jugée impopulaire et susceptible d'entraîner des défections au sacrement du pardon, la confession individuelle aurait pu être ignorée si l'autorité du diocèse de Sherbrooke avait choisi de profiter de la marge de manoeuvre dont disposent les diocèses depuis Vatican II face aux directives papales.

C'est du moins ce qu'on peut retenir des divers propos tenus par des curés de paroisse qui ont été interrogés sur le sujet.

Ainsi, expliquent les curés Claude Labrecque, de Saint-Denis-de-Brompton, et Robert Jolicoeur, de Rock Forest, certains diocèses du Québec et d'ailleurs dans le monde ont choisi de ne pas mettre en pratique la pensée de Jean-Paul II. Dans ces diocèses, on conserve l'absolution collective.

«Dans le diocèse de Québec et de Sherbrooke, souligne le curé Jolicoeur, on a fait de la lettre papale qui date déjà de 2002 un véritable encyclique. Le pape a déjà émis une semblable lettre *Motu Proprio*, en 1989, sur le port de la soutane. Or, en autant que je le sache, il n'y a pas de prêtre au Québec qui a repris la soutane.»

Dans la paroisse Saint-Esprit, de Sherbrooke, le curé Guy Labonne rapporte avoir été surpris par l'attitude des fidèles de sa paroisse, durant la fête de Noël, alors que deux prêtres étaient disponibles pour les confessions individuelles lors de la messe du samedi.

«Ils ont été occupés à temps plein. J'ai été le premier surpris», déclare-t-il.

Par contre, lors d'une célébration communautaire avec confession individuelle, une semaine plus tard, il a pu constater une baisse de fréquentation d'environ 30 pour cent par rapport aux cérémonies antérieures au cours desquelles on pratiquait plutôt l'absolution collective. La défection se constaterait surtout auprès des personnes entre 30 et 45 ans.

Il dit également avoir reçu de nombreuses réactions négatives de la part des personnes plus âgées, les aînés qui affichent volontiers leur grande réticence, voire leur refus de revenir à la confession individuelle, source de frustrations et de traumatismes dans leur jeunesse.

Entachée de mauvais souvenirs

Dans la paroisse du curé Labrecque, on affiche les mêmes réticences. Pour plusieurs, rappelle l'abbé Labrecque, la con-



Imacom, Jessica Garneau

Le curé de la paroisse Saint-Denis-de-Brompton, Claude Labrecque, croit que des paroissiens vont maintenant éviter le sacrement du pardon.

fession individuelle est entachée de mauvais souvenirs.

«Des gens vont maintenant éviter le sacrement du pardon à cause de cela», lance-t-il.

Quant au curé Jolicoeur, il dit avoir mal reçu, dans un premier temps, la directive de l'archevêque.

«C'est comme si on demandait aux gens qui se chauffent à l'électricité depuis 30 ans de revenir au chauffage au bois.»

Mais, ajoute-t-il, les prêtres ne peuvent ignorer la directive. Ils doivent s'en accommoder. Or, l'abbé Jolicoeur a trouvé une façon bien personnelle de s'en accommoder. Devant le peu de participation à la confession individuelle, il dit avoir longuement réfléchi à la question pour finalement trouver dans la lettre de Mgr Gaumond elle-même la voie qui sera désormais la sienne face au sacrement du pardon.

«Dans sa lettre, au premier paragraphe, Mgr Gaumond nous demande de penser aux divers moments de demande de pardon au cours de la célébration eucharistique», souligne l'abbé.

Désormais donc, dans la paroisse du curé Jolicoeur, la célébration du sacrement du pardon se pratiquera durant la célébration eucharistique. Il dit réserver alors une quinzaine de minutes pour une réflexion plus poussée sur le pardon et la réconciliation. Il est toutefois disponible, une demi-heure avant la célébration, pour ceux qui souhaiteraient une rencontre individuelle.

Cela dit, l'abbé Jolicoeur explique que, personnellement, il ne participait jamais aux célébrations avec absolution collective. Il préfère, et de loin, la rencontre individuelle avec un collègue ou un confesseur dont il ressort heureux, avec la joie qui habite le coeur de la personne qui a obtenu le pardon.

Repas de
cabane à sucre

le
gros
Pierre

COMPTON

835-5549

6335, Route 147, Compton

Réservation : (819) 835-1230

VOTRE MEILLEURE
CHANCE DE GAGNER
1 MILLION\$ À LA LOTERIE

NOUVELLE PORTION INSTANTANÉE!

100\$

7 JOURS DE TIRAGES

MÉGA
MILLION\$
Édition Limitée
2005

LA LOTERIE DE
GROUPE IDÉALE

10 lots de 1 MILLION\$

12 lots de 100 000 \$

26 lots de 25 000 \$

22 lots de 10 000 \$

GRAND TIRAGE LE 31 MARS 2005

1 chance sur 25 600
de gagner 1 million \$

18 ans +

www.loto-quebec.com



VILLA DE L'ESTRIE
S'AGRANDIT



114 NOUVEAUX
APPARTEMENTS

3 1/2 et 4 1/2

DISPONIBLES À L'ÉTÉ 2005

L'ÉQUIPE:

Une équipe experte et présente
24 heures, 7 jours
pour vos petits soins

SÉCURITÉ:

Innovatrice par son système
de sécurité unique

NOTRE TABLE:

Salle à manger de renommée

NOS SERVICES:

Tous les services, avantages et
commodités disponibles à votre
convenance et sans obligation

SITUÉE À QUELQUES PAS
DU CARREFOUR DE L'ESTRIE!



Allegro
RÉSIDENCES

VEenez
NOUS RENCONTRER!

Pour information :

Monique Robillard,
conseillère
en hébergement

mrobillard@residencesallegro.com



(819) 823-1123

(819) 679-5178



Surveillez la circulaire

à l'intérieur



Mondou

Des rabais à
ne pas manquer!

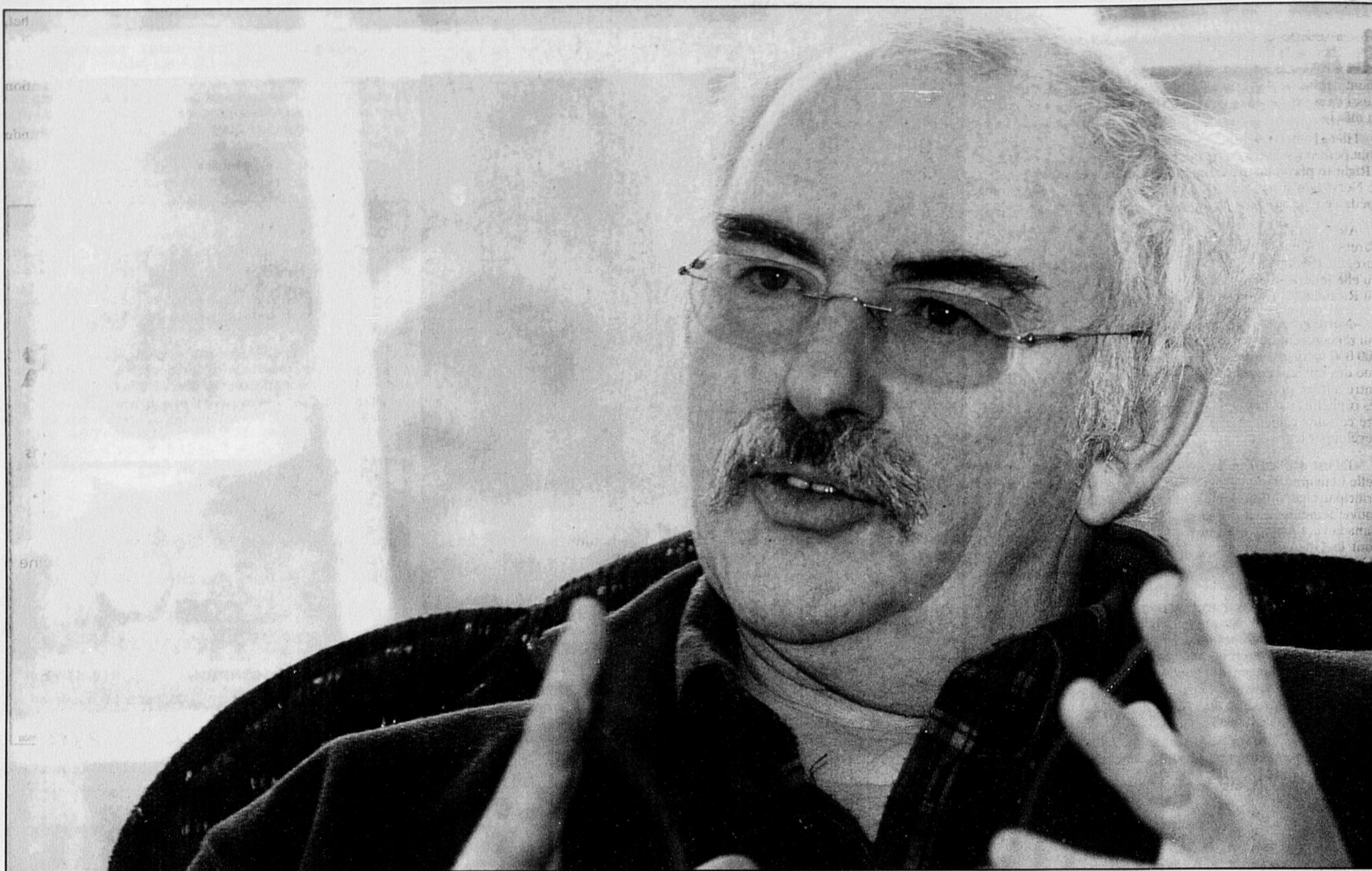
En vigueur du 25 février
au 24 mars 2005

Point de mire



LA GRANDE ENTREVUE DU SAMEDI

www.cyberpresse.ca



Photos Imacom, Claude Poulin

RICHARD LEFRANÇOIS

L'âge apprivoisé



Gilles Fisette

gilles.fisette@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

«Une personne qui vieillit bien est une personne qui prend des risques, qui est ouverte à de nouvelles expériences.»

Richard Lefrançois vieillit bien. La vieillesse ne lui fait pas peur. Elle est son amie. Il en a d'ailleurs fait son champ d'étude, un sujet qui le passionne depuis une vingtaine d'années. Sociologue de formation, il peut être considéré en fait comme l'expert de la vieillesse.

Du temps où il était professeur au département de psychologie de l'Université de Sherbrooke, il a mis sur pied le premier certificat en gérontologie. En 1988, il a participé à l'élaboration de la première maîtrise en gérontologie au Canada. En 2003, il a fait la même chose pour le doctorat, où il a pu, il y a quelques semaines, donner un cours à titre de professeur invité. À la retraite de l'enseignement mais toujours professeur associé, il demeure chercheur. Il travaille présentement pour l'Institut universitaire de gériatrie.

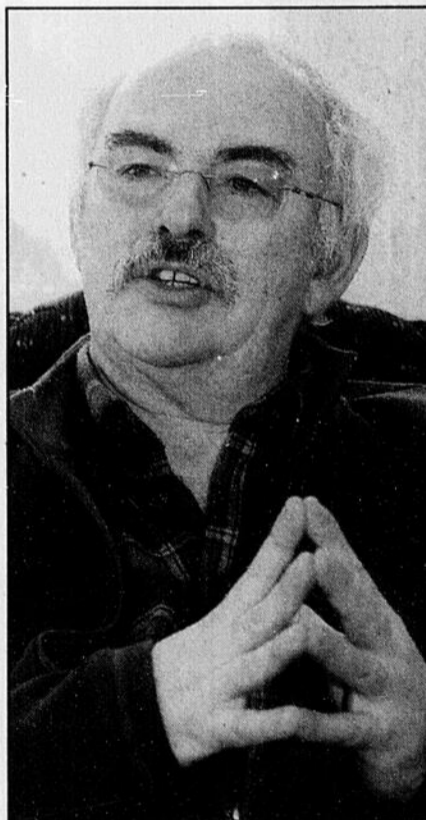
«La vieillesse est un laboratoire extraordinaire pour comprendre le monde

dans lequel on vit. Qu'est-ce qu'on propose aux personnes âgées? C'est quoi l'alternative à leur disposition? Quel sens donnons-nous à cette période de la vie? Cela nous amène à nous interroger. On parle beaucoup de mondialisation, de révolution. Il y a quatre grandes révolutions dont la révolution de l'âge. L'espérance de vie ne cesse de croître. Il y a de plus en plus de centenaires. C'est l'avènement de l'*homo senectus*, l'homme vieillissant. Dans trente ans, nous passerons plus de temps à la retraite qu'au travail, durant notre vie. Et c'est d'autant plus vrai que les gens entrent de plus en plus tard sur le marché du travail et n'occupent souvent que des emplois précaires.»

Question d'actualisation

Il a notamment fait une étude sur la conduite automobile et les personnes âgées, laquelle a démontré la stratégie de compensation, à la fois consciente et inconsciente, mise en place par les aînés pour pallier au ralentissement des réflexes et à la détérioration des sens comme de la souplesse physique.

Il a aussi piloté une importante étude longitudinale durant sept ans auprès de 900 personnes de Sherbrooke et de Trois-Rivières. Il a cherché à mieux comprendre comme les personnes âgées vivaient trois événements principaux qui peuvent marquer ce groupe d'âge: la retraite, la



«Il faut conquérir son temps et ne pas se le faire imposer.»

perte du conjoint ou d'un être cher et la perte d'autonomie.

«Nous avons pu développer un instrument pour mesurer comment les gens pouvaient s'épanouir, à cet âge-là. C'est l'actualisation du potentiel. Nous avons découvert que c'était le meilleur mesureur de la réussite. Qu'est-ce que qu'une personne actualisée? C'est une personne qui est ouverte aux expériences, qui accepte de prendre des risques - je ne veux pas dire d'aller grimper une montagne à 90 ans -, qui ne se laisse pas influencer par les autres, qui est autonome psychologiquement. Finalement, on a découvert que l'autonomie psychologique est bien plus importante que l'autonomie physique, que l'autonomie fonctionnelle.»

D'ailleurs, M. Lefrançois ne croit pas que les standards valorisés sur le marché du travail, ceux de performance, de rendement, d'efficacité, sont ceux qui doivent continuer de s'appliquer pour les retraités. Il y a, dit-il, un droit à ne rien faire, à ne pas être actif à tout prix.

«J'aime jouer»

Visiblement, Richard Lefrançois s'amuse. Le chercheur sérieux peut effectivement être aussi quelqu'un qui joue.

«Un des traits de ma personnalité est que j'aime jouer, faire des expériences. Ainsi, par exemple, quand je faisais de la photographie argentique, au lieu de

garder les mêmes techniques, j'aimais découvrir de nouvelles formules chimiques. Je faisais venir des papiers diffusés de Californie. Je crois que, quand on se donne des contraintes, on perd en spontanéité... C'est une de mes contradictions. Autant, je peux être rigoureux quand je fais de la recherche, autant je peux être négligent avec les règles et aimer tester toutes sortes de choses, faire des expériences.»

«Comme le montre mon goût pour le jazz, notamment pour le pianiste Thelonious Monk et les accords dissonants, j'ai à la fois un côté structuré accord et un côté rebelle dissonant. Ça en prend des moments de folie, je crois. Ça vient probablement de mes parents. Ma mère est quelqu'un de plus structuré, plus rationnel, plus pratique que mon père qui est plus comédien. Ma mère, c'est la tragédie; mon père, la comédie. Il y a donc en moi le côté fou de mon père et le côté plus sérieux de ma mère.

Cela lui permet de naviguer entre les deux tendances actuelles, l'une qui se nourrit de catastrophes et qui est à l'image de l'angoisse qui caractérise le monde post-moderne - la peur d'être malade et celle de mourir - et l'autre qui vogue sur l'angélisme.

«Il faut conquérir son temps et ne pas se le faire imposer. Il faut être plus intelligent et ne pas voir ou en noir ou en rose.»

Repères

- Né à Québec, le 28 décembre 1944
- Baccalauréat en sociologie de l'Université d'Ottawa
- Maîtrise en sociologie de l'Université Carleton
- Doctorat en sociologie de l'Université Laval
- A travaillé pour la commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme
- A enseigné en service social, à l'Université de Sherbrooke, de 1972 à 1984
- A enseigné au département de psychologie, de 1984 à 2004
- A créé le certificat en gérontologie, en 1985
- A participé à la création de la maîtrise, puis du doctorat en gérontologie
- Retraité
- Demeure professeur invité et chercheur à l'Institut universitaire de gériatrie
- A écrit de nombreux ouvrages dont, le plus récent, *Les Nouvelles Frontières de l'âge*
- Marié et père de trois enfants

Jeu de la vérité

Passe-temps préféré: «J'ai beaucoup de passe-temps: la photographie, le piano depuis cinq ou six ans, le billard avec les amis. J'aime beaucoup faire des montages vidéo. J'aime jouer avec les logiciels informatiques. Je ne suis pas un très grand sportif même si j'ai fait beaucoup de sports quand j'étais jeune. Je fais du vélo, de la marche et du patin.»

Livre préféré: «Je lis beaucoup. Mes lectures sont souvent reliées à mon travail ou à la découverte du monde dans lequel je vis. Ce sont des livres comme *L'Ère du vide*, de Gilles Lipovetsky.»

Musique préférée: «Le jazz. Sans doute parce que c'est de ma génération. C'est aussi une musique qui va avec ma personnalité. J'aime des musiciens comme le pianiste Thelonious Monk qui joue des accords dissonants. Je suis un peu comme ça. Il y a en moi le côté rebelle, dissonant, et le côté structuré, accord.»

Film préféré: «Je ne suis pas un cinéphile. J'écoute beaucoup la télévision pour me détendre. Il y a des films que j'ai vus plusieurs fois, comme *La Légende du pianiste*. Ou de grandes comédies musicales comme *Chicago*, la biographie d'Alyson Robi ou le film *La Grande Séduction*.»

Personnalité marquante: «Des gens comme le philosophe Michel Serres, Michel Foucault, Claude Lévi-Strauss, Karl Marx. Sur le plan intellectuel, je ne suis pas quelqu'un qui a une pensée unique. J'essaie de cheminer et, dans le monde dans lequel on vit, ce n'est pas facile.»

Événement marquant: «Sur le plan international, je dirais la chute du communisme et du Mur de Berlin, l'effondrement de l'empire soviétique. Cela a été une bonne et une mauvaise chose, car la fin de la guerre froide a réveillé un monstre épouvantable: les Américains, la mondialisation, la logique du marché.»

Dans une autre vie: «Je ferais probablement le même travail. Ou, alors, celui de comédien. Mais j'en suis un. Dans le fond, nous sommes tous des acteurs.»

Animal préféré: «Les oiseaux. Pour leur liberté, leur folie. Mais je n'aime pas les animaux à quatre pattes. Je préfère les animaux à deux pattes. Mon animal préféré est peut-être l'éponge, finalement.»

Principale qualité: «La persévérance, le souci de la perfection, la ténacité et le respect des autres. J'aime aussi être en groupe, travailler en équipe. Je suis exigeant sur la langue. Quand je lis un travail, je le lis deux fois. La première fois, je corrige les fautes.»

Principal défaut: «Je suis impatient. J'ai de la persévérance mais pour certaines choses, je m'impatiente vite. Comme faire la file. Un autre défaut est le contrôle de mes émotions. Il arrive que, dans les discussions, je perde mes moyens.»

Partie pour treize mois au Rwanda

Isabelle Lemaire, la fille du président de Cascades, aidera les survivants du génocide



Gilles Besmargian
gilles.besmargian@la Tribune.qc.ca
VICTORIAVILLE

La cadette des trois filles d'Alain Lemaire, président et chef de la direction de Cascades, Isabelle, à de qui retenir. Vouée à l'écologie et à la protection de l'environnement depuis sa plus tendre enfance, la jeune dame de 25 ans a aussi dans ses gènes le goût d'aider, de soulager les gens dans la misère.

Hier, Isabelle a pris l'avion en direction du Rwanda, un tout petit pays à l'est du Zaïre, pour un séjour de 13 mois avec «Right to play», un organisme fondé après «Olympic Aid» par le Norvégien Johann Olav Koss, l'ancien patineur de vitesse et médaillé d'or aux Jeux olympiques de Lillehammer, en 1994.

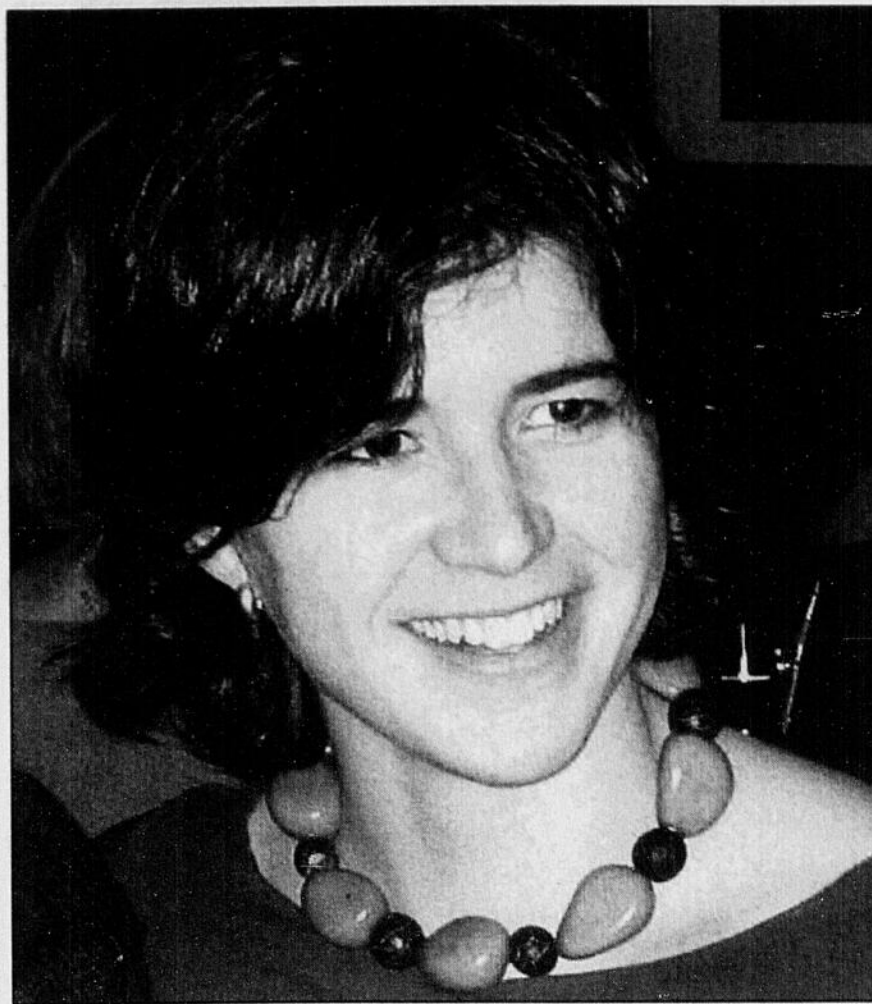
Alors qu'elle préparait ses valises, au domicile de ses parents à Kingsey Falls, avant d'entreprendre sa grande aventure, *La Tribune* l'a rejoint pour en savoir davantage sur le rôle qu'elle jouera au sein de «Right to play», à Kigali, la capitale du Rwanda.

«Notre groupe de six personnes travaillera auprès des gens qui rencontrent des problèmes de santé. Le génocide qui a fait 100 000 victimes, il y a une dizaine d'années, a fait en sorte que des milliers de personnes sont atteintes du sida. Il s'agira, entre autres, pour nous de trouver des façons de faire bouger les orphelins par des activités physiques, à leur faire comprendre certains principes et à leur inculquer une discipline pour développer leur confiance.

«Tel est d'ailleurs le but de «Right to play», poursuit Isabelle Lemaire. L'organisme international a comme partenaires principaux les Nations Unies et l'Unicef de même que plusieurs gouvernements, dont la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse et le Canada via l'ACDI. Il est présent dans plusieurs pays africains dont le Ghana, l'Angola, le Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda, le Mozambique et la Zambie.

Faire bouger les orphelins

Un voyage en République d'Érythrée par Johann Olav Koss, où il a constaté une pauvreté indescriptible, l'a incité à mettre sur pied «Right to play». «Il n'en fallait pas plus pour qu'il procède à une collecte d'articles de sport à emporter dans ce pays situé au nord-est de l'Afrique, afin de venir en aide aux enfants, pour qu'ils bougent», nous confie Isabelle.



Isabelle Lemaire, la fille du président et chef de la direction de Cascades, atterrira demain à Kigali, où elle viendra en aide aux victimes du génocide.

Maniaque du ski durant plusieurs années (elle a été membre de l'équipe du Québec), Isabelle Lemaire a passé quatre ans dans la région de Banff pour pratiquer son sport préféré, mais une opération à un genou avait ralenti ses activités. Cette saison, elle n'a fait du ski qu'à deux reprises.

Pour revenir à son séjour de 13 mois au Rwanda, «Right to play» lui versera un montant symbolique de 8000 \$US pour subvenir à ses besoins. Heureusement, son transport est la responsabilité de l'organisme pour lequel elle s'est engagée. À moins d'imprévu, elle arrivera à Kigali demain, après 33 heures de vol.

Vive Internet!

Et les parents dans tout ça? «Comme j'ai été absente de la maison familiale entre 14 et 20 ans, on peut dire qu'ils sont habitués. Ils vont sûrement s'ennuyer, comme moi d'ailleurs, mais ils respectent mon choix et approuvent mon implication.»

«Ce sera sûrement difficile par moments. Grâce à Internet, on pourra tout de même demeurer en contact, se rapprocher», enchaine Isabelle Lemaire.

À l'issue de son stage en Afrique, cette dernière a l'intention de faire sa maîtrise en environnement.

Comment pourrait-il en être autrement, quand la grande famille Lemaire y est plongée depuis des lunes?

CHRONIQUE MINCEUR

MIEUX SE NOURRIR POUR MIEUX MAIGRIR



Thérèse Leselle
Conseillère N.D.

- Une approche personnalisée.
- Des repas complets, équilibrés où VOUS MANGEZ À VOTRE FAIM sans compter les calories.
- Une approche qui vous permet de conserver un mode de vie normal.

REPRENEZ VOTRE SANTÉ EN MAIN!

- Fatigue • Cholestérol élevé • Diabète • Migraine
- Hypoglycémie • Hypertension • Problèmes digestifs • Problèmes menstruels

Test sur le métabolisme

CHEZ BIOLIGNE

PREMIÈRE CONSULTATION GRATUITE

Téléphonez maintenant pour un rendez-vous :

(819) 821-3646

4777, boul. Bourque, bureau 110, Rock Forest

168038



LE SOLDE SIGNEZ NISSAN

NOUS PAYONS LES **4** PREMIERS VERSEMENTS À LA LOCATION

SENTRA

LOUEZ À PARTIR DE

189\$/MOIS[†]

ou

ACHETEZ À PARTIR DE

13 965\$^{††}



X

SHERBROOKE NISSAN
4280, BOUL. BOURQUE
ROCK FOREST
823-8008

NISSAN MAGOG
427, BOUL. BOURQUE
OMERVILLE
843-8145

INFORMEZ-VOUS SUR NOS OPTIONS RACHAT DE BAIL
AUPRÈS DE VOTRE CONCESSIONNAIRE.

nissan.ca 1 800 387-0122

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE



169964

Le solde Nissan est un programme de financement innovateur qui permet de louer ou d'acheter une voiture Nissan à un prix réduit. Le programme est disponible pour les modèles Nissan 2004 et 2005. Les détails du programme sont disponibles auprès de votre concessionnaire Nissan. Les noms, logos, noms de produits, noms de caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de propriété intellectuelle de Nissan North America, Inc. © 2005 Nissan North America, Inc. Tous droits réservés.

Marina Orsini appuiera la Banque alimentaire Memphrémagog

Jean-François Gagnon
MAGOG

La comédienne Marina Orsini est une femme passionnée. Suffit de la voir parler du nouvel organisme qu'elle a décidé d'appuyer à Magog, en l'occurrence la Banque alimentaire Memphrémagog, pour s'en convaincre.

La comédienne vient d'accepter la présidence d'honneur de l'édition 2005 de l'activité vins et fromages de la Banque alimentaire Memphrémagog. Cet événement se tiendra le 16 avril prochain, à compter de 18 h, au sous-sol de l'église St-Jean-Bosco.

«J'ai accepté cette présidence d'honneur avec grand plaisir», mentionne celle qui a choisi de s'établir dans la région de Magog avec sa famille il y a quelques années.

À l'origine de son implication avec l'organisme magogois se trouve son désir



La Tribune, Jean-François Gagnon

La comédienne Marina Orsini est porte-parole de la soirée vins et fromages 2005 de la Banque alimentaire Memphrémagog. On la retrouve ici en compagnie du directeur général de cet organisme, Claude Brouillard, ainsi que de son président, Jacques Théorêt.

d'aider les familles démunies de Magog lors de la dernière période des Fêtes. «J'avais pensé acheter des denrées et me rendre directement chez des gens pour leur apporter avec ma famille. Et je m'étais dit que la Banque pourrait me fournir de l'aide pour ça», explique-t-elle.

Elle avait alors fait la rencontre de Claude Brouillard, directeur général de la BMA. «J'ai eu un coup de cœur pour M. Brouillard et son équipe. Il y a beaucoup de causes importantes, mais les gens qui leur sont rattachés changent bien des choses.»

Pleine d'entrain, la comédienne soutient que «tout le monde a des respon-

sabilités sociales. Maintenant que je suis moi-même maman, je suis encore plus conscientisée.»

Des besoins accrus

Au total, les dirigeants de la BMA espèrent recueillir 10 000 \$ grâce à leur activité de financement, qui devrait attirer plus de 300 personnes le 16 avril prochain. Et, selon M. Brouillard, cet argent ne comblera pas des besoins superflus.

«La demande auprès de notre organisme est en croissance constante depuis un certain temps, confie le directeur général de l'organisme. Par exemple, dans les derniers mois, les nombreux licenci-

ments dans les usines de Magog nous ont amené plus de monde.»

Sans toutefois tirer la sonnette d'alarme, Claude Brouillard reconnaît notamment que son organisme a accueilli 54 nouveaux bénéficiaires en décembre dernier, alors qu'il n'en a perdus que 32 durant ce mois. Cette situation deviendrait potentiellement problématique, si elle se poursuivait trop longtemps.

«Nous travaillons pour le développement de nos activités, afin de s'assurer que nous avons suffisamment de nourriture disponible toute l'année», révèle M. Brouillard, en soutenant que la population magogoise est habituellement généreuse.

Un petit coup de coeur!

Geneviève Simard-Tozzi
SHERBROOKE

Le cœur n'est certes pas seulement cette forme rouge dessinée à profusion sur les cartes de Saint-Valentin, mais avant tout un organe du corps humain dont il faut prendre grand soin.

En ce sens, l'Agence de santé et de services sociaux de l'Estrie, les CLSC de la région et le CHUS invitent les personnes qui font de l'angine ou qui ont eu un infarctus, un pontage coronarien ou une angioplastie à s'inscrire au Programme régional de réadaptation cardiaque.

Ce programme gratuit, déjà disponible au CHUS Hôtel-Dieu depuis 2002, est maintenant offert dans tous les CLSC de l'Estrie, selon un communiqué de l'Agence de santé. Il vise à améliorer la santé cardiovasculaire et la qualité de vie des personnes présentant des problèmes cardiaques.

«S'inscrire au Programme régional de réadaptation cardiaque, c'est s'aider à mieux récupérer et à prévenir de nouveaux problèmes cardiaques», explique Denyse Lamontagne, agente de programmation à l'Agence de santé.

D'une durée de 12 semaines, le programme s'anorcera avec une rencontre avec un membre du personnel infirmier qui permettra d'évaluer les besoins de la personne inscrite et sa motivation.

Déjà, le même programme, connu sous l'appellation CHUS-Actif à l'Hôtel-Dieu, a permis de répondre à bon nombre de demandes. Dre Sylvie Gagnon qui en assure la supervision explique: «Nous avons répondu à 200 demandes comparativement à 95 demandes en 2002. Le programme contribue à diminuer les visites des patients aux urgences, à diminuer leur hospitalisation ainsi que la mortalité attribuée à la maladie cardiaque.»

Pour s'inscrire, il suffit de s'adresser à son CLSC ou communiquer avec l'équipe du programme CHUS-Actif au 346-1110 poste 22547. Pour participer au programme il faut remplir deux conditions: être suivi régulièrement par un médecin et être motivé à s'engager dans au moins un des thèmes (alimentation, gestion du stress).

AVIS DE RADIATION
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

En vertu de l'article 156 du Code des professions L.R.Q., c. C-26, avis est donné que :

JOANNE M. BOLDUC, infirmière, permis n° 87 1640, ayant son domicile professionnel à Sherbrooke, a plaidé coupable devant le Comité de discipline de l'Ordre des infirmières du Québec, notamment, des infractions suivantes :

Chef n° 1 : Le ou vers le 19 avril 2002, à la clinique de Waswanipi, en ne faisant pas preuve de disponibilité et de diligence raisonnables lors d'une situation nécessitant le transfert immédiat d'une cliente vers un centre hospitalier, contrevenant ainsi à l'article 3.03.01 du Code de déontologie des infirmières et infirmiers, R.R.Q. c. I-8, r4 adopté en vertu du Code des Professions, L.R.Q. c. C-26;

Chef n° 4 : Le ou vers le 17 novembre 2002, au Centre de santé d'Unamen Shipu, en exerçant sa profession alors qu'elle était sous l'influence de boissons alcooliques, de stupéfiants, d'hallucinogènes, de préparations narcotiques ou anesthésiques, ou de toute autre substance pouvant produire l'ivresse, l'affaiblissement ou la perturbation des facultés ou l'inconscience, contrevenant ainsi à l'article 4.01.01 b) du Code de déontologie des infirmières et infirmiers, R.R.Q., c. I-8, r4 adopté en vertu du Code des professions, L.R.Q., c. C-26 et à l'article 59.2 dudit Code des professions.

Le 2 janvier 2005, par décision sur culpabilité et sanction, le Comité de discipline a sanctionné l'intimée par une radiation temporaire du Tableau de l'Ordre pour une période de trois (3) mois sur les chefs 1 et 4 et de deux (2) semaines sur les chefs 2 et 3, ces périodes devant être purgées concurremment. Par conséquent, **JOANNE M. BOLDUC** est radiée du Tableau de l'Ordre du 28 février au 27 mai 2005 et condamnée à payer les déboursés prévus à l'article 151 du Code des professions et les frais de publication.

La secrétaire du Comité de discipline 170468



Vendez-vous durant 30 secondes à la radio et courez la chance de gagner 5000\$ de mobilier Philippe Dagenais

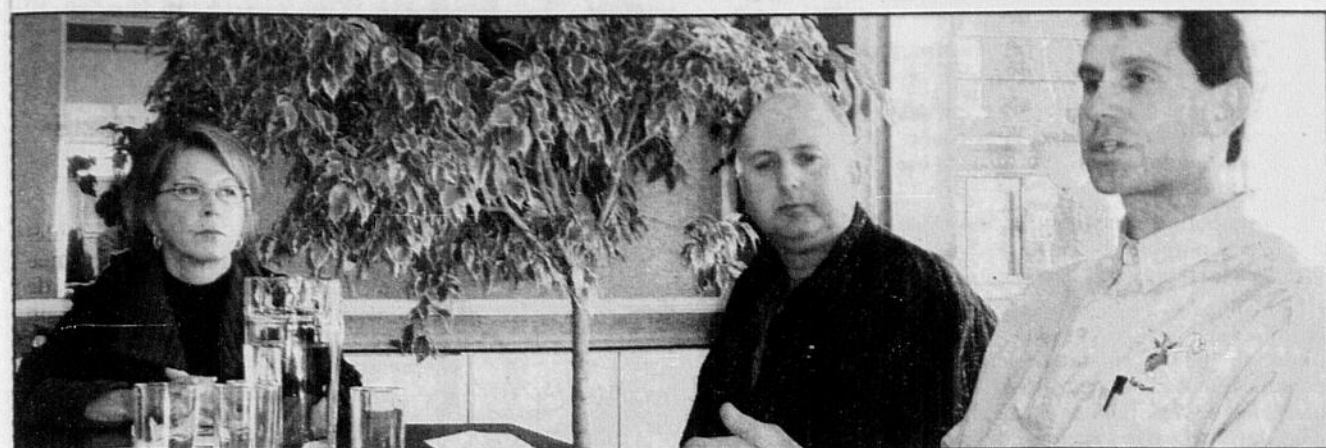
Détails du concours sur www.rockdetente.com et/ou à la station.

rock détente

102,7 FM

Au tour des producteurs céréaliers

Ils crient au secours en dénonçant le désengagement d'Ottawa en période de crise



La députée de Drummond, Pauline Picard, a écouté les revendications des producteurs céréaliers Yvon Doyon et Werner Schur, tous deux de Saint-Guillaume.



Jean-Pierre Boisvert

jean-pierre.boisvert@tribune.qc.ca
DRUMMONDVILLE

C'est au tour des producteurs céréaliers de crier au secours! Ils sont 1500 au Centre-du-Québec, 11 600 au Québec, 80 000 au Canada, à dénoncer le désengagement du gouvernement fédéral dans un secteur de l'agroalimentaire qui connaît sa pire crise depuis 25 ans. Un groupe d'une demi-douzaine de producteurs, ayant à sa tête le président du Syndicat des cultures commerciales du Québec, Werner Schur, de Saint-Guillaume, est venu demander l'aide de la députée bloquiste Pauline Picard à son bureau de la rue Hériot à Drummondville.

Affectés par une hausse des coûts de production et une baisse du prix mondial sur le marché, principalement gouverné par la bourse de Chicago, touchés par le taux de change et victimes du désengagement d'Ottawa, dont le soutien par rapport au budget fédéral est passé de 3,9 pour cent en 1991 à 1,6 pour cent en 2002, les producteurs de grains se disent au bout du rouleau.

«Le gouvernement canadien ne réalise pas que nous sommes dans une grave crise agricole et qu'il est urgent qu'il intervienne pour soutenir le secteur céréalier qui est à la base de l'agroalimentaire», a affirmé M. Schur, chiffres à l'appui.

Présentant aux journalistes un tableau comparatif émis par l'OCDE, il a démontré que le soutien aux revenus agricoles est nettement disproportionné entre certains pays. En dollar américain de l'an 2000, le Canada offrait 182 \$ par habitant alors que les États-Unis présentaient une somme de 378 \$ et l'Europe 276 \$. La moyenne de l'OCDE était fixée à 289 \$.

«Les Américains sont protectionnistes. C'est le libre marché quand il s'agit d'exporter leurs produits mais ils ferment leurs frontières quand il s'agit de faire entrer les nôtres», de soumettre le porte-parole syndical.

Selon M. Schur, le Programme canadien de stabilisation des revenus agricoles (PCSRA) est désuet, ne parvenant qu'à combler l'écart négatif qu'un producteur peut enregistrer sur une année donnée par rapport à la moyenne de cinq dernière

années. «Il faut savoir que le coût actuel d'une tonne de céréales est d'environ 185 \$ mais nous n'en retirons à peine 100 \$ présentement. Nous ne sommes plus capables de mettre la main dans nos poches pour combler ce que le marché ne peut nous fournir».

Ces agriculteurs demandent à Mme Picard de faire pression sur Ottawa pour que le gouvernement adopte un programme ad hoc permettant de verser une aide spécifique par hectare, fixe en fonction des espèces de céréales.

«Nous n'hésiterons pas à porter leurs revendications», a déclaré Mme Picard, ajoutant que dès le 9 mars les représentants syndicaux seront reçus à Ottawa. Selon elle, un comité du Bloc est déjà en place, présidé par son collègue Yvan Loublier (St-Hyacinthe).

«L'agriculture est un secteur de base de notre société. Si elle disparaît, on fait quoi?», a-t-elle demandé. «La population

doit être sensibilisée à ce problème et Ottawa se doit d'écouter, d'autant plus elle doit elle aussi faire pression. Dans un contexte de gouvernement minoritaire, touchée».

Des gens de soins et d'excellence
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
3001, 12e Avenue Nord
Sherbrooke QC J1H 5N4

CENTRE DE RECHERCHE CLINIQUE

VOS 2 PARENTS OU VOTRE JUMENTAU SONT DIABÉTIQUES?

Si vous avez entre 18 et 50 ans et n'êtes pas diabétique vous pourriez alors être admissible à prendre part à un programme de recherche dans le but de trouver la cause du diabète.

Si vous répondez à ces critères, communiquez avec l'équipe du Dr Carpentier au Centre de recherche clinique du CHUS.

(819) 346-1110, poste 12880

MANUFACTURIER DE PORTES ET FENÊTRES

Depuis 1957

Les vrais spécialistes

EN PORTES ET FENÊTRES

vous conseillent

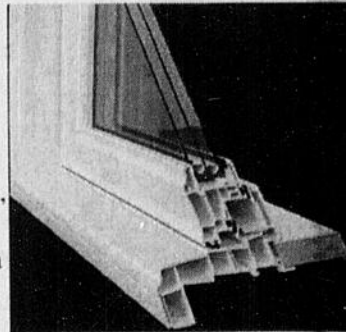
LA FENÊTRE PRESTIGE HT-1000 :

L'IMPRESSONNANT RÉSULTAT DE 2 GÉNÉRATIONS ET DE 50 ANNÉES D'EXPÉRIENCE!

Caron et Guay inc. est fière de vous présenter la fenêtre à battants SÉRIE PRESTIGE HT-1000. Une fenêtre révolutionnaire conçue dans le but de satisfaire pleinement les consommateurs, désireux de se procurer un produit de qualité: l'impressionnant résultat de plusieurs années d'expérience! Toutes les composantes de fabrication de la fenêtre HT-1000 sont de première qualité. Il n'y a aucune imitation dans ce système comme on en voit trop souvent sur le marché des fenêtres au Québec.

CARACTÉRISTIQUES DE LA SÉRIE HT-1000 :

- une fenêtre conçue à partir de la meilleure matière de poudre vierge de PVC, actuellement disponible en Amérique du Nord, lui donnant un fini ultra-blanc et très lustré;
- design et esthétique exceptionnels;
- nombre élevé de chambres d'air et épaisseur des parois de PVC, totalisant plus de 2 mm;
- moustiquaire d'extrusion d'aluminium et système de quincaillerie ultrarobuste;
- coupe-froid de type « santoprene » qui procure à la HT-1000 une étanchéité parfaite, par temps très froid;
- rendement énergétique élevé, attribuable à la grande rigidité de ses composantes et de son verre thermos, double ou triple.



Coupe de fenêtre Série Prestige HT-1000.

Vous désirez obtenir un produit qui dépasse toutes les normes de l'industrie? Pensez Caron et Guay!

Estimation gratuite

Une qualité supérieure au meilleur prix!
Construction et rénovation

2003
Lauréat
argent
PME

2002
Lauréat
argent
PME

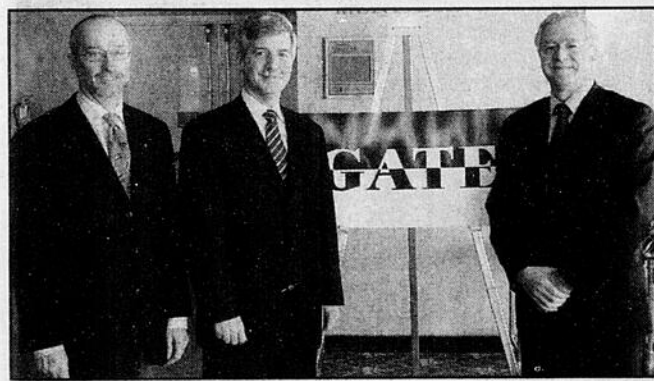
MERITE COMMERCIAL
DES JARDINS
2000

Jeune personnalité
d'affaires 2000

CARON ET GUAY une valeur sûre !
MANUFACTURIER DE PORTES ET FENÊTRES

4696, boul. Bourque, Rock Forest (819) 569-6006
1-800-797-2459 (sans frais)

www.caronetguay.com



Imacom, Jan Sébastien Béland

La nouvelle économie

Il était question de haute finance, lors d'un récent petit déjeuner organisé par le Groupe d'action pour l'avancement technologique de l'Estrie (GATE). Le conférencier invité était Serge Rémillard, président de la firme RCGT Financement Corporatif inc. On se demandait s'il est possible de financer les entreprises de la nouvelle économie depuis l'écroulement de la bulle du secteur technologique? Au cours de son exposé, M. Rémillard a étalé les moyens à prendre pour bien se tirer d'affaire dans les dédales du financement via entre autres les produits financiers et les programmes gouvernementaux. Le conférencier (à dr.) est ici accompagné de Pierre Bernard, comptable agréé chez RCGT, et de Guy Fouquet, vice-président pour le Groupe S.M. International.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
TVA le réseau des tirages			
SUPER 7	Tirage du 2005-03-04	Le Mini	Tirage du 2005-03-04
11 12 15 23 37 38 39		NUMÉROS	LOTS
Complémentaire : (14)		855823	50 000 \$
Panéo	Tirage du 2005-03-04	55823	5 000 \$
01 03 04 07 17 18 24 27 32 38		5823	250 \$
40 42 44 46 53 55 56 58 67 69		623	25 \$
		23	5 \$
Quintessence	Tirage du 2005-03-04	85582	1 000 \$
713 5652		8556	100 \$
		855	10 \$
Extra	Tirage du 2005-03-04		
996972			

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

649 PROCHAIN GROS LOT CE SOIR 9 000 000 \$

OH! WOW

Super vente SEMAINE DE RELÂCHE

JUSQU'À 70% DE RABAIS

Obtenez [JUSQU'À 230 \$ DE RABAIS] sur un manteau KANUK

500 paires de skis paraboliques	[JUSQU'À 70% DE RABAIS]
150 planches à neige	[JUSQU'À 70% DE RABAIS]
300 ENSEMBLES de skis de fond	À PARTIR DE 149 ⁹⁹ \$ TAXES INCLUSES
Bottes d'hiver	[JUSQU'À 70% DE RABAIS]
Bottes de ski alpin	[JUSQU'À 60% DE RABAIS]
Lot de bottes de ski de fond	[JUSQU'À 70% DE RABAIS]

1/2 million \$ de vêtements À LIQUIDER

Tous les espadrilles sans exception. [50% DE RABAIS]

Plus de 3 000 paires!

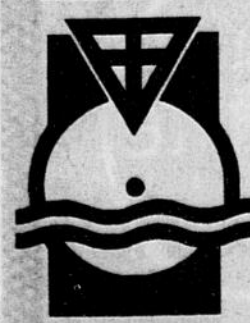
Achetez votre bicyclette 2005 et ne payez rien avant février 2006. Sur approbation de crédit.

40 paires de skis démo au prix coûtant

Tout l'équipement de location à 60% de rabais.

SHERBROOKE
530, rue Jean-Paul Perreault face au Carrefour de l'Estrie
819-822-3077

MAGOC: (819) 868-6968



UNIVERSITÉ ROSE-CROIX INTERNATIONALE

9 h : Survivre, vivre et grandir dans un monde en crise

Animée par M. Jean-Marie Lance

Des crises à différents plans de notre vie!

Menaces ou possibilités de transformation?

Il nous appartient de choisir!

13 h : Mon nom est amour

Animée par Mme Aline Charest

Auteure du livre

« Les grandes voies de l'amour »

Qu'est-ce que l'amour?

Quel est le secret de cette énergie?

Nous voulons tous aimer et être aimés.

Or, que savons-nous de l'amour?

2 conférences

Le samedi 12 mars 2005

1323, rue Grégoire, Rock Forest de 9 h à 16 h

30 \$ pour la journée, dîner inclus ou 15 \$ par conférence

Information : Ordre de la Rose-Croix A.M.O.R.C. 1323, rue Grégoire, Rock Forest (Québec) J1N 1S8

Tél. : 864-0912 ou 847-4341

Deux mondes qui s'équivalent

Jean-François Gagnon
MAGOG

Les enfants qui fréquentent les installations exploitées directement par les centres de la petite enfance du réseau public ou les services de garde en milieu familial qui leur sont affiliés vivent dans deux mondes relativement différents. Pour les parents, la question est donc de savoir lequel de ces deux univers conviendrait le mieux à leur progéniture.

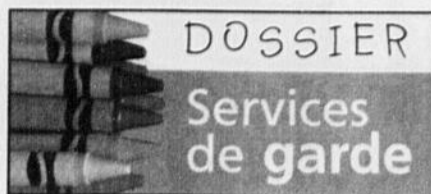
Directrice générale au CPE L'Enfant Do à Magog, Chantal Laventure croit que les deux univers se valent. «Chose certaine, ils préparent tous les deux aussi bien les enfants à leur entrée à l'école, parce qu'ils ont le même programme», affirme-t-elle.

La principale chose que les éducateurs ont pour mission d'inculquer aux enfants, avant l'âge scolaire, est l'autonomie. «L'objectif n'est pas l'apprentissage de connaissances bien précises. À mon avis, les deux univers rendent les jeunes suffisamment autonomes pour la maternelle», assure Mme Laventure.

Malgré tout, souvent les parents deviennent plus intéressés encore par les installations des CPE quand leur marmitte approche l'âge de la maternelle.

Comme s'ils croyaient, au fond d'eux-mêmes, que la préparation y est plus efficace.

«Avant que leur jeune atteigne l'âge de trois ans environ, plusieurs parents sont attirés par le milieu familial, compte tenu qu'il recrée un peu ce que le petit retrouve à la maison, jusqu'à un papa qui est parfois là, à différents moments de la journée», commente la directrice générale de L'Enfant Do.



D'autres enjeux

Si les deux univers se valent en ce qui a trait au développement de l'autonomie, ils ne sont pas nécessairement égaux à tout point de vue et les installations offriront habituellement davantage de sécurité, d'encadrement et des heures d'ouverture plus étendues.

«L'installation offre plus de sécurité, est notamment contrainte d'admettre la directrice du CPE L'Enfant Do. Par contre, les responsables de services de garde

en milieu familial ont souvent eu des enfants et, en conséquence, l'environnement dans lequel évolue leur groupe est plutôt sécuritaire.»

En matière d'encadrement, le simple fait que le nombre d'éducateurs en contact avec les jeunes soit décuplé aide.

Par ailleurs, aussi bien intentionnées soient-elles, ces responsables ont en moyenne une formation bien moins étendue que les éducateurs des CPE, qui, dans bien des cas, détiennent un diplôme d'études collégiales en service de garde.

Toutefois, il semble nécessaire de nuancer cet aspect, car Mme Laventure révèle que «certaines diplômées du collégial en petite enfance, pourtant compétentes, ne feraient pas l'affaire si elles tentaient leur chance en démarrant un milieu familial. Cet univers demande des aptitudes particulières.»

Cela dit, elle avoue sans difficulté que le fait qu'on exige seulement 45 heures de formation aux responsables de ces services de garde affiliés est déplorable.

Les heures d'ouverture

En écoutant les commentaires de Chantal Laventure, on a l'impression que c'est sur la question des heures d'ouverture que la situation favorise le plus les parents desservis directement par les équipements et le personnel d'un CPE. «Par les temps qui courent, les milieux familiaux ont tendance à restreindre de façon abusive leurs heures de garde. Il s'agit d'une de nos principales sources de problèmes», mentionne-t-elle.

Selon ce qui est prescrit, ces lieux devraient être ouverts au moins dix heures par jour. Mais cette norme, qui évidemment réclame une disponibilité accrue des responsables, serait de plus en plus mise à mal. Malheureusement, les CPE n'auraient «pas de contrôle là-dessus».

D'ailleurs, Chantal Laventure confie que l'avènement des places de garderie à 5 \$ n'a pas encouragé ces responsables de services de garde affiliés, qui sont en réalité des travailleurs autonomes, à en donner plus aux parents et aux enfants. Au contraire, en fait.

Le contrôle

Vraisemblablement, divers intervenants dans les CPE apprécieraient avoir un peu plus de contrôle sur la qualité du service dispensé en milieu familial. Mais le statut de travailleur autonome des responsables les limite grandement.

«Nous avons un double rôle de contrôle et de soutien. Et, pour réussir à faire un meilleur travail, il faut davantage se concentrer sur le deuxième aspect. Sinon, on arrive vite au bout de nos recours.»

Soulignons que ces services affiliés sont visités à l'improviste, quelques fois par année, par des représentants des CPE, qui ont le mandat de vérifier la pertinence de reconduire leur permis tous les ans.



La Tribune, Jean-François Gagnon

Marie-Josée Cotnoir a choisi de démarrer un service de garde en milieu familial pour rester à la maison avec ses trois enfants, dont sa fille, Béatrice Côté.

Plus de travail... et moins d'argent

Jean-François Gagnon
MAGOG

La solution pour ne pas s'essouffler à titre de responsable d'un service de garde en milieu familial, Marie-Josée Cotnoir l'a visiblement trouvée: s'associer des éducatrices et des stagiaires avec qui partager les tâches. «J'étais toute seule au début pendant quelques mois. Mais jamais je ne referais ça!», lance-t-elle avec honnêteté.

C'est donc avec deux éducatrices que Marie-Josée Cotnoir bosse chez elle toutes les semaines. Elle travaille quatre jours et chacune de ses deux comparses, trois. Quant aux stagiaires, ils passent tour à tour, au gré des saisons, pour apprendre les rudiments de leur futur métier.

Évidemment, puisque ses revenus se calculent en fonction du nombre de bambins qu'elle accueille, Marie-Josée

Cotnoir ne gagne pas autant que si elle était seule. Il faut en effet savoir que, dans le cas d'un service subventionné, le gouvernement autorise un maximum de six enfants quand le responsable est seul, mais ce nombre ne peut dépasser neuf lorsque cette personne est secondée dans sa tâche.

Toutefois, le salaire n'est pas le principal intérêt de la Magogois. «Comme ça, en ayant deux éducatrices avec moi, je réussis à limiter mes semaines de travail à un peu plus de 40 heures. Vous savez, pour un responsable sans aide, elles sont au minimum de 50 heures», explique-t-elle d'abord.

«De toute façon, j'aime mieux travailler avec un autre adulte. Ça dynamise le service et ça me donne d'autres lunettes en tant qu'éducatrice. Pour tout dire, moi, je lève mon chapeau aux responsables qui restent seuls avec six enfants. C'est tellement de boulot!»

Parmi les tâches qui incombent aux responsables de services de garde en milieu familial, en plus de leur présence auprès des gamins, il y a l'établissement d'un programme éducatif, la confection des menus et des repas, le ménage et les tâches administratives.

De toute évidence, le travail diffère de celui d'un éducateur oeuvrant en installation, dans un centre de la petite enfance. «En installation, les gens dépassent rarement 32 heures par semaine avec les jeunes. Ils ne font pas la bouffe ni l'administration», remarque-t-elle.

Pourtant, d'après cette dernière, les deux catégories de travailleurs n'ont pas des salaires qui s'équivalent, la palme revenant au groupe en installation. On ne s'étonne donc pas de l'entendre souhaiter une amélioration des revenus des responsables de garderie en milieu familial.

Ou alors, à défaut d'une augmentation de revenus, elle considère que des restrictions moins sévères en ce qui concerne les heures d'ouverture quotidiennes de tels lieux seraient souhaitables. On exige présentement 10 heures de disponibilité par jour, ce qui est une aberration à ses yeux.

La formation

Possédant un certificat universitaire en petite enfance et un baccalauréat en psycho-éducation, Marie-Josée Cotnoir n'est pas très représentative de son groupe de travailleurs en matière de formation; elle est passablement plus formée.

«Je suis d'accord qu'on devrait demander une formation plus grande aux responsables en milieu familial, reconnaît-elle. À mon avis, l'exigence d'un diplôme d'étude collégial serait une bonne idée, à condition de hausser les revenus.»

Pour le moment, on réclame minimalement une formation spécialisée de 45 heures à ces travailleurs qui, presque exclusivement, sont des femmes. Par la suite, au compte-gouttes, le système se charge d'accroître leurs connaissances à travers différents ateliers.

Mais, quoi qu'il en soit, la Magogois est d'avis que les milieux familiaux sont aussi sécuritaires que les installations et qu'ils sont avantageux à divers égards.

«Parmi les principaux avantages, il y a le fait que des frères et soeurs sont parfois réunis dans un même groupe. Pour les plus vieux, c'est par ailleurs l'occasion d'assumer une forme de leadership avec les plus jeunes.»



La Tribune, Jean-François Gagnon

La directrice générale du CPE L'Enfant Do, Chantal Laventure, ne voit pas beaucoup de différences entre les garderies du réseau public et celles exploitées en milieu familial.

JE GAGE QUE TU NE SERAS PAS LÀ.

VOUS MENTEZ À VOS PROCHES POUR CACHER VOS PROBLÈMES DE JEU?
VOUS AVEZ BESOIN D'AIDE. 1 800 461-0140 (JEU: AIDE ET RÉFÉRENCE)

Québec

Travailler avec son coeur d'enfant



Jean-François Gagnon

jean-francois.gagnon@la Tribune.qc.ca
MAGOG

du bon boulot auprès des tout-petits. Elle croit de plus que les éducateurs doivent «avoir un côté enfant».

«Je pense malgré tout que les compétences qu'on obtient au cégep sont importantes», remarque Julie Proteau, qui a fait ses débuts à titre d'éducatrice il y a cinq ans maintenant.

Auparavant responsable d'un service de garde en milieu familial, sa collègue Josée Hébert, qui possède une attestation d'études collégiales en petite enfance, a aussi foi en la formation.

«J'ai appris beaucoup pendant mes formations. J'ai l'impression que plus tu as de bagage, mieux c'est. Entre autres, ça peut te sécuriser dans ton travail», explique celle qui a dirigé un service de garde en milieu familial durant 10 ans avant de faire son entrée au CPE L'Enfant Do.

Quel est le principal atout dont peut disposer un éducateur oeuvrant en installation dans un centre de la petite enfance? «L'amour des enfants est la chose la plus importante», affirme Julie Proteau, éducatrice au CPE L'Enfant Do à Magog.

Elle-même diplômée du collégial en petite enfance, la jeune femme pense que l'amour des jeunes supplante le besoin de connaissances afin de réaliser



La Tribune, Jean-François Gagnon
Julie Proteau et Josée Hébert sont toutes les deux éducatrices au Centre de la petite enfance L'Enfant Do à Magog. Leur qualité première : leurs coeurs d'enfant.



La différence

Ayant trempé dans les deux univers, Josée Hébert est à même d'apprécier toute la différence qui les sépare.

«Je n'étais pas malheureuse en milieu familial, prend-elle soin de préciser d'abord, même si on est plus isolé et qu'on travaille plus d'heures chaque semaine, explique Josée Hébert. D'après moi, les deux systèmes ont leur valeur.»

Cela dit, elle est contente de n'avoir qu'à s'occuper des enfants et de ne plus être contrainte de faire la popote, le ménage et le reste. «Après mon arrivée en installation, j'avais de la difficulté à arrêter. Je sentais toujours le besoin de balayer ou de m'attaquer à d'autres tâches comme lorsque j'étais éducatrice à la maison.»

Ne reniant donc nullement ses 10 ans à la tête d'un service de garde en milieu familial, Josée Hébert soutient néanmoins que les «installations des CPE sont de beaux univers».

Leur rôle

Et quel est le rôle exact d'une éducatrice en installation? «On est là pour ouvrir des horizons aux enfants, exprime Julie Proteau. Il faut aussi sécuriser les jeunes et agir en soutien aux familles.»

Mais si elle tente de favoriser le développement des jeunes, Julie Proteau essaie en parallèle de ne pas trop les stimuler. «Je ne suis pas sûre qu'on les aide en les poussant trop.»

Quant à Josée Hébert, elle apprécie la réceptivité des enfants face à n'importe quel stimulus provenant de l'extérieur. «Les jeunes sont simples et vraiment la moindre petite chose les intéresse, indique-t-elle. Les tout-petits sont toujours un bon public.»

À suivre lundi

ÉRABLIÈRE DOYON INC

REPAS CANADIENS PARTIES DE SUCRE

OUVERTURE LE 5 MARS

Tous les vendredis, samedis et dimanches

DISCO
Ce soir on danse!

RÉSERVEZ TÔT

LE TOUT À VOLONTÉ LICENCE COMPLÈTE

<p>MENU</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tire • Soupe aux pois • Fèves au lard • Pommes de terre rôties • Dessert : pouding chômeur • Thé, café 	<ul style="list-style-type: none"> • Jambon • Omelette • Oreilles de crisse • Crêpes • sirop d'érable • Crudités • Solade de chou
--	--

Adultes: sur semaine: 13\$, fin de semaine: 14\$

Enfants: 3 à 8 ans: 6\$, 9 à 12 ans: 8\$

Rue Du Domaine Ascot Corner Tél. : (819) 346-0852 www.erablieredoyon.com

Musique toutes les fins de semaine et en semaine sur demande

Ensemble voyage
palmes masque et tuba
69.95\$

Vêtement isothermique tropical
69.95\$

Cours de plongée sous-marine
99\$

PADI Centre de Plongée 5 Étoiles

Sherbrooke 45, rue Cate 819-564-2929

Angle King Ouest, près de Buro-Depôt

Sans frais: 1-866-667-3783
www.plongee-nordsud.com

U2

à BOSTON

grâce à

énergie 106.1

MONTE LE SON!

Pour gagner, participez à "Désamorçe la bombe U2" à 7h40 dans Y'a d'ces matins!

Une radio Astral Media

Astral Media

Opinions

Présidente et éditrice: Louise Boisvert | Rédacteur en chef: Maurice Cloutier | Directeur de l'information: André Larocque | Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

Les Canadiens ont droit à la vérité



Denis Dufresne
denis.dufresne@latribune.qc.ca

En dépit des attaques répétées et non fondées de Jean Chrétien, le commissaire John Gomery conserve pleinement sa légitimité en vue de faire la lumière sur le controversé programme des commandites, élaboré et déployé sous le règne de l'ex-premier ministre libéral à la suite de la quasi-victoire du OUI au référendum de 1995, au Québec.

Les Canadiens – et particulièrement les Québécois – ont le droit de connaître toute la vérité au sujet des dizaines de millions \$ dépensés au Québec en vue d'accentuer la visibilité du gouvernement fédéral, dont une bonne partie a été gérée avec un manque de rigueur évident, comme le démontre entre autres le témoignage abracadabrante de l'ancien président de Lafleur Communication Marketing, Jean Lafleur, un proche des libéraux fédéraux.

Et, à vrai dire, le plus intéressant est probablement à venir au sein de la commission Gomery, avec le témoignage des représentants des firmes publicitaires sous contrat avec le gouvernement fédéral.

Car, à venir jusqu'à la semaine dernière, les politiciens et les fonctionnaires appelés à la barre se sont plutôt lancés la balle, comme on a pu le voir avec les Alphonso Gagliano, André Ouellet, Jean Carle, Charles «Chuck» Guité et compagnie.

En ce sens-là, la nouvelle requête de récusation de M. Chrétien contre le commissaire Gomery n'a rien de bien surprenant, surtout qu'elle a été déposée au moment où la grande famille libérale tenait son premier congrès national depuis les dernières élections.

En plus de chercher à embêter le plus possible le premier ministre Paul Martin et son entourage, ce type d'intervention démontre que l'ex-premier ministre n'a que faire de la vérité sur l'utilisation des fonds publics et n'en a que pour son image personnelle et sa réputation.

Il est aussi remarquable de voir avec quelle facilité Jean Chrétien et ses proches collaborateurs du temps reprochent à la commission Gomery de manquer d'objectivité, dès que les questions deviennent un peu trop pointues ou compromettantes.

Il est vrai que cette commission coûtera une petite fortune en fonds publics, autour de 60 millions \$, pour

enquêter sur des dépenses de quelque 100 millions \$, comme ne manque pas de le souligner M. Chrétien, d'ailleurs.

Mais, ne serait-ce que par respect pour la démocratie et les contribuables, le juge Gomery doit aller au fond des choses et démontrer ce qu'il est advenu des fonds publics engloutis dans le fameux programme des commandites.

Ceux et celles qui doutaient encore de l'utilité de cet exercice ont peut-être été convaincus lorsqu'ils ont vu l'ancien président de Lafleur Communication Marketing soutenir presque candide qu'il ignore où sont passés les 250 000 \$ versés à son agence pour un projet de lancement d'une série de timbres de Postes Canada.

Le commissaire Gomery a peut-être fait quelques faux pas, il est vrai.

Par exemple, il n'aurait sans doute pas dû accorder une entrevue à un quotidien torontois, avant les Fêtes.

Et peut-être devrait-il prendre garde à pratiquement mettre les mots dans la bouche de certains témoins, comme lorsqu'il a parlé de blanchiment d'argent ou en évoquant une conspiration du silence, alors que témoignait la semaine dernière le greffier du Conseil privé, Alex Himelfarb, même s'il n'est sans doute pas loin de la vérité.

Mais, sur le fond, ce juge est très crédible et demeure l'homme de la situation.

Au lieu d'aider sa cause, M. Chrétien risque de contribuer, par ses manœuvres, encore un peu plus au cynisme des citoyens à son endroit et envers les politiciens en général.

Le gouvernement fédéral avait bien sûr le droit de chercher à regagner le cœur des Québécois au lendemain du référendum de 1995.

Mais la gestion quasi obscure des fonds alloués aux divers programmes de promotion et l'impression laissée par certains témoins, à l'effet qu'Otawa tentait d'acheter les citoyens du Québec, risquent d'avoir un effet contraire à celui recherché.

Heureusement, la commission d'enquête sur le programme des commandites n'apparaît pas menacée. D'ici quelques mois, celle-ci aura vraisemblablement terminé ses audiences publiques et amorcé la préparation de son rapport, soit bien avant que la Cour fédérale ne rende sa décision sur la requête de Jean Chrétien.



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

Billet

Garder le cap



Hélène Gravel

Collaboration spéciale

Lorsque l'on pense au développement socio-économique de l'Estrie, on se réfère spontanément à nos institutions du savoir. En effet, que peut-il y avoir de plus beau et de plus solide que de capitaliser sur nos cerveaux, ressources précieuses entre toutes, pour assurer notre avenir?

De récents événements m'ont fait craindre que cette volonté soit mise de côté ou, à tout le moins, affaiblie par les points de vue divergents exprimés par certaines de nos élites intellectuelles. Cette situation, fort désagréable j'en conviens, ne devrait toutefois pas jeter une ombre sur notre capacité de nous positionner comme une terre innovante qui favorise les maillages entre la recherche et l'entreprise. Laisser entendre le contraire viendrait affaiblir notre capacité d'attirer chez nous des chercheurs et travailleurs de qualité et, ultimement, nuirait au maintien et à la création d'emplois et donc à notre potentiel de conserver

une qualité de vie et un environnement harmonieux.

L'être humain est influencé par la culture environnante. Une société «allumée» doit donc périodiquement tenter de se redéfinir une identité qui «donne du sens» et répond à ses aspirations profondes. Pour être efficace, une telle démarche se doit de mobiliser les gens, de faire en sorte qu'ils travaillent dans le même sens pour viser un même projet de société.

Chez nous, en région, et plus particulièrement à Sherbrooke, après avoir réussi avec brio l'exercice des fusions, où en sommes-nous maintenant quant à notre quête d'identité? Quelles sont nos forces, quels sont nos avantages concurrentiels? Il ne faut pas se leurrer, d'autres régions au Québec, comme un peu partout dans le monde d'ailleurs, se mobilisent pour arriver à leurs fins. Pensons aux avantages évoqués dans le cas récent de Bombardier.

Les différents paliers de gouvernement laissent, à l'heure actuelle, une énorme place à la cogitation collective pour que chaque milieu développe des projets propices à l'émergence d'un positionnement qui lui est propre. Donnons-leur ce qu'ils demandent, inspirons-les jusqu'à ce qu'ils crient grâce et ne puis-

sent plus, soit par manque de fonds ou de volonté politique, donner suite à nos demandes... mais assurons-nous d'être les premiers arrivés!

Laissons la place à un discours qui tiendra compte des défis qui nous attendent et qui pourra les intégrer dans la définition d'une vision de développement socio-économique qui, au passage, nous permettra de déjouer les prévisions démographiques, de vaincre le fléau du décrochage scolaire, d'attirer et de conserver une relève pour nos entreprises.

Qu'une dissension dégénère et fasse l'objet d'un débat public, cela peut arriver. Mais l'objectif ultime demeure et ni sa valeur ni sa pertinence ne sont altérées.

Nous devons donc tous nous solidariser vers l'atteinte de mêmes buts. Le développement futur de Sherbrooke et de l'Estrie passera par la synergie de l'économie du savoir avec les entreprises et les organisations dans la recherche de créneaux d'excellence, d'un savoir-faire et d'un savoir-être qui fera l'envie de tous...

Hélène Gravel est directrice générale de la Chambre de commerce de Sherbrooke.

Analyse

4) La santé en France: le modèle



Alain Dubuc

Collaboration spéciale

Si le ministre français de la Santé, Philippe Douste-Blazy, était un politicien québécois ou canadien, sa carrière serait déjà compromise de façon irréversible, parce qu'il a cautionné, comme ses prédécesseurs, tant de gauche que de droite, des pratiques qui, ici, seraient inacceptables.

En fait, les sacro-saintes conditions de la loi canadienne de la santé, que le Canada a érigées en rempart contre l'américanisation et la médecine à deux vitesses, sont allègrement bafouées en France, à l'exception, bien sûr, de celle qui prévoit la couverture d'une province à l'autre.

Le régime de santé français repose beaucoup plus que le nôtre sur ce qu'on pourrait appeler, sans jeu de mots, des partenariats entre le secteur privé et le secteur public. Et pourtant, malgré cette

coexistence, le système français réussit à bien respecter ses objectifs de solidarité, assez pour que l'on puisse en conclure qu'il est plus équitable que le nôtre.

La première différence, c'est qu'en France, la médecine n'est pas gratuite. Pas de carte-soleil. Les patients français doivent payer en entier leur visite chez le médecin, 20 euros pour un généraliste, de 23 à 25 euros pour un spécialiste. Ils seront remboursés à 70 % par l'assurance-maladie. Et les 6 euros qui restent pourront lui aussi être remboursés, s'ils ont des assurances privées supplémentaires. Ce ticket modérateur est illégal au Canada.

Deuxième différence, qui illustre la complexité du système, c'est que plusieurs médecins spécialistes, dits du secteur 2, ont le droit de facturer plus que les tarifs prévus, un privilège réservé à des médecins plus âgés, ou à d'anciens chefs de clinique, que l'on retrouve surtout dans les grandes villes. Ces primes peuvent être remboursées, mais pas toujours intégralement, par les assurances supplémentaires. Cette surfacturation est interdite dans notre système.

Troisième différence, les hôpitaux.

Sur les quelque 550 000 lits hospitaliers que compte la France, environ 64 000 se retrouvent dans des hôpitaux à but non lucratif, comme des fondations ou la Croix-Rouge, et 170 000 autres, soit le tiers du total, sont dans des hôpitaux privés à but lucratif.

Ces 2139 hôpitaux privés, de taille plus petite, en moyenne 80 lits par établissement, souvent détenus par des médecins, jouent un rôle plus spécialisé: maternités, cliniques de chirurgie. Mais même privés, ils sont complémentaires du réseau public, leurs tarifs font l'objet de conventions, et les dépenses des patients sont en gros remboursées par l'État. C'est l'un des facteurs qui donne au régime français la souplesse et la capacité d'adaptation qui permettent à la France de bien répondre aux besoins de ses citoyens.

Et cela permet de rappeler que le concept même de privé en santé peut prêter à confusion. De quoi parle-t-on au juste? D'un système où les décisions sont prises par les forces du marché, comme aux États-Unis. D'un système où de nombreux acteurs sont privés, mais où les règles et les priorités sont

définies par l'État, comme en France. Ou d'un système où la part des dépenses privées en santé est importante, comme au Canada?

À certains égards, le système canadien est donc plus ouvert au privé que le système français. On n'a pas d'hôpitaux privés, pas de tickets modérateurs, mais la part de l'État dans les dépenses de santé est assez basse, à 69,9%; 12,7% des dépenses sont payés par des assurances et 16% sort de la poche des patients. C'est l'un des régimes occidentaux les moins publics. En France, par contre, la part des dépenses publiques est de 76%, un autre 14,2% provient des assurances, tandis que les dépenses des citoyens ne comptent que pour 10%.

Cela explique une quatrième différence, la définition que chaque pays se fait de la générosité. Au Canada, on a choisi de couvrir à 100% une gamme relativement restreinte de services de santé, essentiellement les hôpitaux et les médecins. En France, l'État ne rembourse que 70% des dépenses, mais propose une couverture beaucoup plus large, médicaments, lunettes, dentistes, tests, cures. Quelle est l'approche la plus juste? Le

système canadien est foncièrement hypocrite en négligeant des pans entiers de la réalité. Le système français, dans les faits, protège mieux les citoyens.

Ce souci d'équité du régime français se retrouve dans sa façon de mettre

le secteur privé au service de la justice sociale. Le réseau d'assurances supplémentaires n'est pas un privilège pour les riches. Pas moins de 92% des Français disposent d'une telle protection, ce qui en fait un mécanisme presque universel. L'État a même prévu des crédits d'impôt pour aider les citoyens dans le besoin à s'assurer.

Est-ce que ces aménagements typiquement français peuvent nous servir de modèle? Certainement. Parce qu'ils permettent d'aller chercher ce qui est bon dans le privé, la souplesse, l'initiative, l'émulation, la capacité d'adaptation, sans compromettre l'essentiel et sans affaiblir le rôle de l'État comme régulateur et gardien de la solidarité. C'est le meilleur des deux mondes.

-Fin de la série-

Fenêtre sur le monde

Qui a tué Hariri?



Julio Rodriguez

Collaboration spéciale

Rafik Hariri, l'ancien premier ministre du Liban, est sorti du parlement entouré de ses gardes du corps afin de se rendre à son domicile, un endroit où il n'arrivera jamais en vie. En effet, la mort l'attendait tout près de l'hôtel Saint-Georges, à Beyrouth, où l'explosion d'une automobile bourrée d'explosifs a détruit des dizaines de véhicules et dévasté plusieurs maisons du voisinage.

Sur le pavé, parmi les vitres éclatées gisaient les corps inanimés de 14 personnes, tandis que plus de 100 autres étaient blessées. Ceci a marqué le point de départ d'une nouvelle crise éclatée, une fois de plus, au Moyen-Orient. Depuis lors, cette question se pose partout: «Qui a tué Hariri?»

Accusations mutuelles

«C'est nous», ont affirmé les membres de l'Organisation pour la victoire et la jihad (guerre sainte) de la Grande Syrie, un groupe inconnu jusqu'à ce moment qui affirme être actif en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Palestine, et qui, dans un communiqué, a aussi dit:

«Nous avons puni Hariri à cause de l'appui qu'il a donné à l'Arabie Saoudite dans la campagne qu'elle livre contre Al-Qaeda...»

Mais, Ossama ben Laden et son organisation ne veulent plus se faire reprocher des actions qu'ils disent ne pas avoir commises. Cela explique pourquoi ils se sont empressés d'affirmer:

La mort d'Hariri fait planer la peur que cette région régresse à l'époque de la guerre civile.

«Nos priorités se situent au niveau de l'appui que nous donnons à nos frères d'Irak et de la Palestine. Ceci ne fut qu'une opération d'un service secret d'État. Nous accusons soit la Mossad israélienne, soit le régime libanais soit, le régime syrien...»

L'opposition libanaise, pour sa part, a fait retomber la responsabilité de ce crime sur le gouvernement de la Syrie ainsi que sur le régime politique dirigé, au Liban, par le président Émile Lahoud. Elle a aussi exigé la mise sur pied d'un comité international chargé de faire une enquête concernant tout ce qui entoure la mort d'Hariri et de déterminer qui sont les véritables responsables de son décès. En même temps, des milliers de personnes qui militent dans l'organisation politique que Hariri dirigeait, sont sorties dans la rue pour scander:

«Syrie... dehors... nous voulons un Liban libre et indépendant!»

Présence syrienne au Liban

Au Liban, pendant des décennies, la Syrie a été le véritable pouvoir derrière le trône, et elle ne semble pas prête à faire retourner chez elle ses 15 000 soldats qui occupent la terre libanaise en qualité «d'alliés». Alors, Bashar al-Assad, le président syrien, s'est empressé de se mêler à ces jeux d'accusations croisées afin de nier toute sorte de participation de son pays à cet attentat. Il a aussi profité de l'occasion pour faire endosser «cet acte criminel» à l'État d'Israël et pour demander au peuple libanais de «renforcer l'unité nationale et de dénoncer tous ceux qui veulent semer la zizanie et la division à l'intérieur du Liban et de l'indisposer avec son voisin.»

Le président Lahoud, ainsi que le Conseil suprême à la Défense du Liban, ont condamné à leur tour cet attentat et ils ont décrété un deuil officiel de trois jours. En même temps, ils ont demandé aux forces armées et à la police d'assurer la sécurité du pays. Mais, par l'entremise d'Omar Karame, le premier ministre, ils ont attribué la mort d'Hariri à un attentat commis par l'État d'Israël.

Une position similaire a été adoptée par Hamy Reza Assefi, le porte-parole de la chancellerie d'Iran qui a déclaré que l'état d'Israël était celui qui devait être

tenu responsable de ce crime, ce à quoi Sylvan Shalom, le chef de la diplomatie israélienne, un ancien associé politique d'Hariri, a répondu que ce crime, en réalité, avait sûrement été commis par des hommes de main de l'État syrien.

Une poudrière prête à exploser

Le gouvernement américain, pour sa part, a aussi accusé le régime de Damas d'être responsable de la mort violente d'Hariri, ainsi que le gouvernement libanais dirigé par Lahoud, un allié de longue date de la Syrie. En même temps, il a saisi cette opportunité en or pour redoubler sa



L'ancien premier ministre Rafik Hariri était perçu comme le père de la reconstruction du Liban, au cours des 10 dernières années.

pression sur la Syrie, en accusant ce pays de déstabiliser le Liban, et exiger l'application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, demandant le retrait des forces syriennes du Liban ainsi que la fin à la participation indue de la Syrie dans les affaires internes libanaises. Par la suite, le Département d'État a fait rentrer aux États-Unis Margaret Scobey, l'ambassadrice américaine en Syrie.

Hariri, confronté avec le gouvernement de Damas, avait démissionné de son poste de premier ministre du Liban et s'était rapproché de l'opposition libanaise qui, à son tour, réclame fortement le retrait du pays des forces armées syriennes. Il était prêt à obtenir une écri-

sante victoire aux élections législatives qui auront lieu en avril ou mai prochain. Possédant une grande fortune personnelle, Hariri était perçu comme le père de la reconstruction du Liban, au cours des 10 dernières années, à la suite de la fin de la guerre civile qui a déchiré ce pays de 1975 à 1990.

La mort d'Hariri fait planer la peur que cette région régresse à l'époque de la guerre civile, qui a laissé derrière elle plus de 100 000 morts et un pays détruit, et qu'elle devienne une nouvelle cause qui puisse servir à mettre le feu, une fois de plus, à cette immense poudrière du monde qui est aujourd'hui devenu le Moyen-Orient.

Vente

éléphantésque

du 3 au 27 mars

Fauteuil gratuit
à l'achat d'un
sofa 3 places en cuir véritable

LAZBOY

Choix de 2 couleurs

Rabais équivalent aux taxes

Sofa 3 places et chaise

Rabais équivalent aux taxes
sur tous nos ensembles
(3 places et fauteuil)
en magasin.

elran

Ensemble CANADEL

35%

de rabais

1 table
6 chaises
buffet et huche
ou vaisselier

Quantité limitée.

Ensemble de
douillette GRATUITE
avec tout achat d'un
meuble de chambre.

2000\$ et plus

Tout est réduit en magasin

Jusqu'à

36 mois

pour PAYER

MULTI MEUBLES

Gilles Boisvert

Ma source de confort... et d'inspiration!

231 King Ouest, Sherbrooke

STATIONNEMENT GRATUIT en arrière du magasin, par la rue Peel ou par la rue Cathédrale.

Régie des rentes du Québec

Avec simulRetraite, je vois les choses autrement !

Je sais combien je dois épargner annuellement pour ma retraite.

simul^Retraite

Outil de simulation des revenus à la retraite

www.rrq.gouv.qc.ca

Régie des rentes Québec

Petit spectacle ira loin, très loin



Steve Bergeron
steve.bergeron@latribune.qc.ca
SAINT-CAMILLE

Le secret de la recette Corcoran, version 2005? Des chansons bien charpentées, donc aisément adaptables pour une formation réduite, des mots jamais banals, sept guitares, un extraordinaire musicien nommé Pierre Côté comme comparse, des anecdotes de vie bien inoffensives que le chanteur rend merveilleusement loufoques et, manifestement, plus de 30 ans de musique derrière la cravate.

Jim Corcoran n'a donc eu aucune difficulté à emplir le P'tit Bonheur de Saint-Camille de sa présence et de sa musique hier soir. Avec ce charisme qui le rend si proche, le Sherbrookoïse d'origine n'a fait qu'une bouchée de ses quelques dizaines d'auditeurs, déjà conquis certes, mais qui aurait pu trouver à redire des nouveaux habillages.

Il n'en fut rien. Même les incontournables telles *C'est pour ça que je t'aime*, *Changer le monde*, *En chair et en os* (dopée d'Arabie pour la circonstance) et *Ton amour est trop lourd*, popularisées avec des arrangements bien étoffés, n'avaient rien perdu de leur puissance lorsque Jim et Pierre les ont refaites, seulement armés chacun d'une guitare.

Même que la dernière des trois, Jim l'a littéralement chuchotée à l'oreille de ses ouailles. Parce qu'un journaliste avait qualifié sa tournée d'intime, un adjectif qu'il croyait réservé aux «préalables» avec sa blonde.

«Ça fait une semaine, soit depuis la sortie de mon dernier album, que je ne parle que de moi et de mes nouvelles



Imacom, Maxime Picard

Ses chansons, nouvelles ou anciennes, une demi-douzaine de guitare et un guitariste hors pair se nommant Pierre Côté. Jim Corcoran n'avait pas besoin de davantage pour conquérir bellement son public, hier soir, au P'tit Bonheur de Saint-Camille.

chansons. Enfin, je vais arrêter d'en parler et je vais les donner», a-t-il souligné en ouverture de spectacle.

Chaque pause entre les pièces est ainsi devenue un prétexte à une pointe

d'humour inattendue, comme ce jour où il s'est fait qualifier de chanteur à textes. «Est-ce qu'on dit un musicien à musique ou un danseur à pas?» a-t-il demandé, pendant que la salle se tordait de rire.

Incredibly atout

Heureux de se retrouver au P'tit Bonheur, qu'il a fréquenté à ses débuts car il a une réputation d'*ouvre-boîte*, Corcoran n'a pas offert que des minutes de légè-

té. Lorsque venait le temps de parler de la tragédie de Beslan, de la disparition du navigateur Gerry Roufs et de l'intégrisme religieux, il n'a eu aucun mal à prendre l'assistance dans sa main et à lui offrir les chansons que ces événements lui ont inspirées. On aurait pu entendre une mouche voler durant *L'aube tarde*, mais également dans les douloureuses *Où danser* et *Perdus dans le même décor*.

Les nouvelles pièces de l'interprète ont reçu plus qu'un accueil poli: elles ont suscité l'enthousiasme, y compris celle écrite par Mathieu Chédid, alias M. «Il peut faire toutes sortes de choses avec ses cheveux, lui», a cru bon de préciser le poète francophone, désormais capable d'imiter parfaitement notre accent.

Évidemment, les belles années de Jim et Bertrand n'ont pas été ignorées, avec *La tête en gigue* et *La bière au ciel*. L'hymne au houblon a d'ailleurs permis une fin de spectacle dans une belle communion avec l'auditoire.

Celui qu'un critique français a déjà comparé à un Jésus-Christ de film des années 30 possède un atout incroyable dans sa poche: Pierre Côté est un musicien inépuisable, capable de faire sortir les sons les plus inattendus de ses instruments, offrant des solos les plus époustouffants les uns que les autres, passant du fringant au planant, du blues au country dans le temps de le dire. Surprise: même le technicien de son, Réjean Julien, s'est amené sur scène pour un peu de *slide guitar* et de didgeridoo.

Bref, même si le plus récent album de Jim se fraiera une place loin des sentiers populaires, ses admirateurs ne pourront que s'en réjouir, car ils garderont pour eux ce petit bijou de spectacle qui fera longuement son chemin. Juste au cas où vous souhaiteriez rejoindre la clique, deuxième chance ce soir au P'tit Bonheur, sinon à Richmond en avril ou à Sherbrooke en mai.

Pour son premier film

Fabienne Larouche courtise Kiefer Sutherland

Presse Canadienne
MONTREAL

Fabienne Larouche plonge dans le monde du cinéma avec un scénario en anglais et courtise Kiefer Sutherland, la vedette de la populaire série «24 heures chrono», pour le rôle principal.

Écrit en collaboration avec son homme, Michel Trudeau, le film, «The Cornerstone» (*La Pierre angulaire*), sera un thriller influencé par les années américaines du criminel canadien Lucien

Rivard. Les auteurs se font assez discrets sur leur projet cinématographique.

Le film sera réalisé par Charles Binamé, qui a donné au cinéma «Séraphin, Un homme et son péché» et est habitué de tourner en anglais. Chez Alliance Film, le président, Guy Gagnon, est emballé par le scénario des auteurs.

«Fabienne Larouche a fait ses preuves dans le monde de la télévision et continuera à le faire, mais elle veut que le cinéma l'amène ailleurs. D'où ce projet important écrit en anglais. Il faut vanter

également le talent de Michel Trudeau, selon elle. Les auteurs sont entre bonnes mains avec Charles Binamé pour leur premier film», confie Guy Gagnon.

Des contacts sont déjà entrepris avec l'agent de Kiefer Sutherland. On sait que l'acteur canadien et fils de Donald Sutherland est fort occupé avec la série «24 heures chrono», mais il n'a jamais oublié ses origines.

Le nom de Paul Gross, star du Canada anglais, est aussi sur la liste.

«Les acteurs de talent du Québec qui

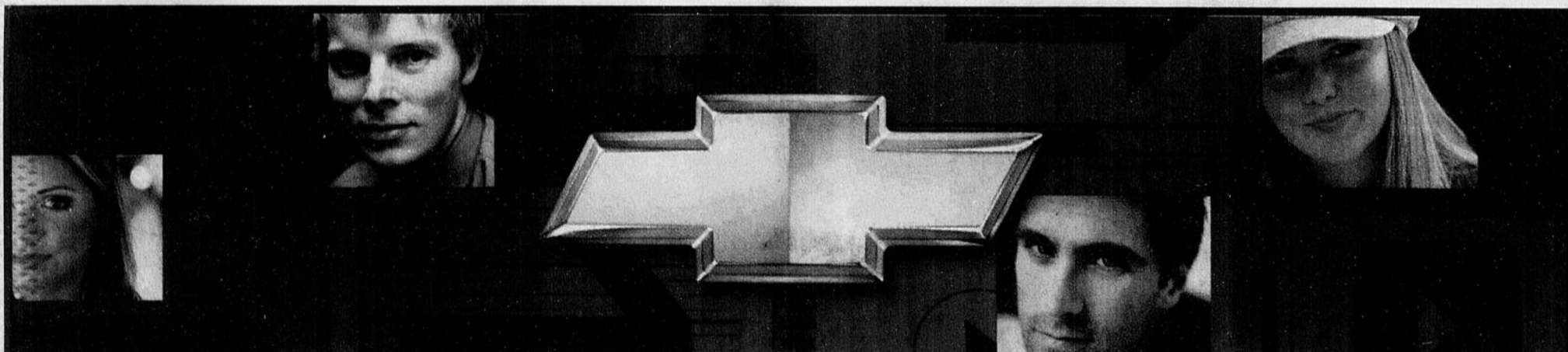
parlent anglais sont aussi considérés», indique Guy Gagnon.

Entre les assassinats des deux frères Kennedy

Le thriller de Fabienne Larouche et Michel Trudeau débute avec l'assassinat de John F. Kennedy et se terminera avec la mort de son frère Robert. C'est un suspense politico-policier. Rappelons que Lucien Rivard fut l'un des plus célèbres criminels de l'histoire canadienne.

L'homme est mort en 2002 à l'âge de 86 ans. Trafiquant de drogue, il fut condamné à 20 années de prison aux États-Unis le 21 septembre 1965 et fut expulsé vers Montréal 10 ans plus tard.

Fabienne Larouche pourrait surprendre au cinéma. «Elle est déterminée et ceux qui connaissent bien la productrice et auteur savent fort bien que lorsqu'elle s'embarque dans un projet, elle fonce et plus rien ne l'arrête. Au cinéma, elle devrait surprendre comme elle l'a fait à la télévision», conclut Guy Gagnon.



GARANTIE
3 ANS
OU 100 000 KM
SANS KILOMÈTRES

10
ANS DE GARANTIE

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2005 suivants: Cobalt berline (1A,69/R7A) et Cobalt coupé (1A,67/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent, voir ci-contre. À la location, paiements mensuels et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Taux de financement à l'achat de 0% pour un terme de 36 mois sur approbation de crédit de GMAC seulement. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobile. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 465-7465 ou visitez www.gmcanada.com.

« La Cobalt impressionne »

David Booth, *The Gazette*



Modèle coupé LS illustré

Modèle berline LS illustré

CHEVROLET COBALT BERLINE ET COUPÉ

169 \$/mois*
Avec comptant de 2520\$
0\$ dépôt de sécurité

Moteur 2,2L 4 cylindres ECOTEC à DACT de 145 HP • Boîte manuelle Getrag à 5 vitesses avec surmultipliée • Direction assistée électrique, à crémaillère • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable • Sacs gonflables avant à déploiement adapté • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Contrôle automatique des phares à halogène • Roues de 15 po • Colonne de direction inclinable • Sièges baquets avant, côté conducteur réglable en hauteur • Centralisateur informatique de bord • Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
189\$	1604\$	0\$
224\$	0\$	0\$

0%
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

CHEVROLET Choisis ta route.

